
Contribution de l'immigration à la demande des biens et services finaux en France

Document de Travail
Working Paper
2018-7

Ndeye Penda Sokhna



UMR 7235

Economix - UMR7235
Université Paris Nanterre
Bâtiment G - Maurice Allais, 200, Avenue de la République
92001 Nanterre cedex

Email : secretariat@economix.fr

 **Université
Paris Nanterre**

Contribution de l'immigration à la demande des biens et services finaux en France

Ndeye Penda SOKHNA*

Résumé

Un argument souvent mis en avant lorsque sont évoqués les effets positifs de l'immigration pour le pays d'accueil est que l'entrée d'immigrés aurait des effets positifs sur la demande et donc sur la croissance. L'objectif de ce papier est de mesurer la contribution des immigrés à la demande des biens et services finaux en France sur une relativement longue période (1979-2011). Nous menons une analyse comptable en utilisant trois principales sources de données : les enquêtes budget des familles de 1979 à 2011, les recensements de la population et les comptes nationaux. On trouve qu'à tout âge, un immigré consomme en moyenne moins qu'un natif. Cependant la part de la demande des immigrés dans la demande totale s'établit entre 7,3% et 8,3%, ce qui est proportionnel à leur poids dans la population française. Nous montrons que c'est la structure par âge de la population immigrée (sur-représentée dans la classe d'âge active où la consommation est à son niveau maximum) qui permet la compensation entre le niveau individuel et agrégé. Une désagrégation de la consommation totale par poste montre que les immigrés présentent quelques spécificités : ils seraient, en effet, porteurs de la croissance de la demande dans certains postes comme l'alimentation, l'habillement, les charges logement et la communication. L'analyse de l'évolution de la consommation montre qu'entre 4,5% et 16% de cette évolution est expliquée par la population immigrée. Cependant ces évolutions sont plus souvent expliquées par une hausse de la population que par une augmentation de la consommation individuelle, et ceci pour nos deux sous populations.

Classification J.E.L. : E21, F22, D10.

Mots clés : immigration, demande des biens et services, structure par âge et qualification

*EconomiX, UPL, Université Paris Nanterre, CNRS, F92000 Nanterre France

Abstract

An argument often put forward when mentioning the positive effects of immigration for the host country is that the entry of immigrants would have positive effects on demand and therefore on growth. This paper aims to measure the contribution of immigrants to the demand for final goods and services in France (over a relatively long period 1979-2011). We conduct an accounting analysis using three main sources of data : family budget surveys from 1979 to 2011, population censuses data and national accounts data. We find that at any age, an immigrant consumes on average less than a native. However, the share of immigrants' demand in total demand is between 7.3% and 8.3%, which is proportional to their size in the French population. We show that the age structure of the immigrant population (over-represented in the working age group where consumption is at its maximum level) allows for compensation between the individual and aggregate level. A disaggregation of total consumption by item shows that immigrants have some specific characteristics : they lead to an increasing in the demand in some expense items such as food, clothing, housing and communication. The analysis of the evolution of consumption shows that between 4.5% and 16% of this change is explained by the immigrant population. However, these changes are more often explained by an increase in the population than by an increase in individual consumption, and this for our two subpopulations.

Classification J.E.L. : E21, F22, D10.

Keywords : immigration, demand for final goods and services, age and skill structure

1 Introduction

En macroéconomie, la hausse de la consommation des ménages est synonyme d'une hausse de la demande globale et par là de la croissance économique à court terme. Cette théorie développée par Keynes se base sur l'effet multiplicateur, qui montre qu'une augmentation des composantes de la demande (les dépenses publiques, l'investissement et la consommation des ménages) entraînerait une hausse plus que proportionnelle du PIB. Parmi ces composantes, on s'intéresse tout particulièrement dans cet article à la consommation des ménages. Cette dernière a la particularité d'être la composante la plus importante du produit national : elle représente plus de la moitié du PIB (soit près de 55% en France) et explique à elle seule plus de 30% de ses variations (Insee, 2012). Dès lors les facteurs qui peuvent être à l'origine de la modification de la consommation doivent être étudiés.

Parmi ces facteurs, on a l'immigration qui correspond à une entrée d'individus sur le territoire et donc une augmentation de la population initiale. L'immigration influence l'économie d'accueil ainsi que la population autochtone par plusieurs canaux. Deux d'entre eux, le marché du travail (main d'œuvre, chômage, niveau des salaires, changement technologique) et les finances publiques (usage des services publics et contribution aux finances publiques) ont été largement étudiés dans la littérature. Les autres canaux qui peuvent être importants sont la demande des biens et de services finaux, la demande de produits intermédiaires, la demande de capital fixe (le logement par exemple), l'inflation, la balance des paiements, etc. Au niveau social, l'immigration peut affecter la structure par âge, le niveau de qualification et même les modèles de fécondité. Le canal de la demande, surtout celui de la demande de biens et services finaux est très peu étudié, voire même inexistant dans la littérature. Ce qui est paradoxale, du fait que la consommation finale des ménages constitue la partie la plus importante de la demande et peut être motrice de croissance à court terme. Cependant, même si à l'évidence, il y a un consensus sur le fait que l'immigration entraîne une hausse de la consommation, les termes de cette augmentation restent non traités dans la littérature. C'est d'autant plus surprenant que l'augmentation de la consommation induite par l'entrée d'immigrés est souvent avancée comme argument favorable à l'immigration dans les pays d'accueil.

La relation entre immigration et hausse de la consommation a fait l'objet de peu d'études en économie. Dans la littérature, parmi les facteurs pouvant atténuer les effets économiques négatifs de l'immigration, on trouve le statut de consommateur/producteur des migrants. Hercowitz et Yashiv (2002) stipulent que les immigrés augmentent la demande intérieure de biens et services, plus rapidement même que la production intérieure, puisqu'ils doivent consommer dès leur arrivée. Ainsi, l'immigration serait bénéfique pour

les économies d'accueil en raison de la consommation accrue qui se traduit par une stimulation de l'économie et tend à augmenter le nombre d'emplois. Cette thèse est souvent avancée dans les débats sur l'immigration illégale : ces migrants ne disposant pas de papiers ne peuvent pas prétendre à des aides sociales mais consomment cependant, ce qui constitue une source de ressources pour l'État et peut augmenter la production. Au niveau macroéconomique, Mikaelyan (2015) examine l'interdépendance entre les facteurs économiques et la migration en Arménie. Il trouve une corrélation positive de l'ordre de 0,71 entre la dynamique des dépenses de consommation finale des ménages et le solde migratoire net entre 1991 et 2014. D'autres études se sont plutôt focalisées sur des cas plus spécifiques, c'est le cas par exemple de Bodvarsson et Van den Berg (2006), qui s'intéressent à l'immigration hispanique dans le comté de Dawson, où les immigrants travaillent exclusivement dans le secteur d'exportation (industrie de la viande) mais consomment localement. Ils notent que la demande des consommateurs locaux a été fortement stimulée. De même, Bodvarsson *et al.* (2008) analysent les effets de l'afflux d'immigrés cubains à Miami après le "Mariel Boatlift" de 1980. Ils constatent un impact positif et significatif des entrées d'immigrés sur les ventes au détail par habitant et interprètent leurs résultats comme une preuve des effets positifs sur la demande. Mazzolari et Neumark (2009) étudient les effets de l'immigration sur la diversité des choix de consommation en Californie. Ils montrent que l'immigration a augmenté la diversité ethnique des restaurants, et une plus forte diversité des choix a des effets positifs sur la consommation.

Une autre littérature qui peut être mise en relation avec celle de l'impact de l'immigration sur la consommation est la manière dont l'immigration affecte les prix. Lach (2007) examine le comportement des prix suite à l'arrivée inattendue d'un grand nombre d'immigrants de l'ex Union soviétique en Israël en 1990. Il constate une réduction importante et significative des prix au cours de l'année 1990 : une augmentation de 1% du ratio des immigrants aux natifs dans une ville diminue les prix de 0,5% en moyenne, en contrôlant par la taille de la population autochtone et les effets villes et mois. En parallèle, les prix augmentent davantage pour les produits représentant une part relativement plus importante des dépenses des migrants. Au Royaume-Uni, Frattini (2008) étudie l'effet de l'immigration sur les prix des biens et services entre 1995 et 2006. Ces résultats montrent que l'immigration a eu des effets significatifs mais quantitativement limités sur les prix. Ces effets sont cependant différents pour les services et les biens échangeables. Plus particulièrement, l'immigration a contribué à réduire la croissance des prix des services dans les secteurs où la main-d'œuvre est faiblement rémunérée, comme les restaurants, les bars et les aliments à emporter. À l'inverse, elle a contribué à augmenter les prix des produits d'épicerie de faible valeur par le biais des effets de la demande. En effet, les secteurs des biens non-échangeables sont moins exigeants en mains-d'œuvre qualifiées que les secteurs

commerciaux. Dans le même ordre d'idée, Cortes (2008) et Baghdadi et Jansen (2010) ont montré que l'immigration contribue à la baisse des prix dans le secteur des biens non-échangeables (aide à domicile, garde d'enfants, ménage, jardinage, etc.). La diminution des prix dans ces secteurs est attribuable à la baisse des salaires payés sur ces marchés peuplés de travailleurs peu qualifiés et ayant une faible maîtrise de l'anglais. La hausse des prix dans le secteur immobilier est également mise en relation avec l'immigration dans les travaux de Saiz (2007) et Ottaviano et Peri (2012). Ils montrent que la forte présence des immigrés dans le secteur de la construction augmente les rentes dans ce secteur car ils sont moins payés. Mais en parallèle comme ils vivent dans la localité, ils augmentent la demande des logements et augmentent en même temps le prix des loyers.

Cependant, ce qui est largement ignoré dans cette littérature et qui devrait être le point de départ serait la manière dont l'immigration modifie la demande des biens et services. Cet article se donne pour objectif de mesurer le poids de l'immigration dans la consommation totale et dans la demande des différents postes de consommation, mais également de voir si elle influence l'évolution de la demande. Il est principalement motivé par les débats publics sur les coûts et apports de l'immigration dans les pays d'accueil. Nous tentons ainsi de répondre aux questions suivantes : quelle est la contribution des immigrés à la consommation finale en France ? L'immigration serait-elle porteuse de croissance de la demande dans certains secteurs plus que dans d'autres ? Les immigrés modifient-ils l'évolution de la consommation ? Qu'est ce qui explique ces évolutions ? Sont-elles dues à la hausse de la taille de la population ou à une modification de la consommation individuelle ?

Pour répondre à ces questions, nous menons une analyse comptable à partir des données des enquêtes budgets des familles de 1979, 1985, 1989, 1995, 2001, 2006 et 2011. En partant des données micro-économiques que nous agrégeons au niveau national grâce aux données du recensement de la population, nous utilisons les agrégats macroéconomiques afin de caler les données micro-économiques sur celles des comptes nationaux. Nous trouvons que la consommation d'un immigré est en moyenne inférieure à tout âge à celle d'un natif. Cependant, la contribution des immigrés à la demande des biens et services finaux est proportionnelle à leur taille dans la population. Elle devrait à priori être inférieure, puisqu'à tout âge, un immigré consomme moins qu'un natif. C'est la structure par âge de la population immigrée (sur-représentée dans la classe d'âge active où la consommation est à son niveau maximum) qui explique la compensation entre niveau individuel et agrégé. Lorsqu'on désagrège par poste de consommation, on constate que la demande des immigrés dans certains secteurs est plus que proportionnelle à leur poids dans la population. C'est notamment le cas des produits alimentaires, des charges du logement, de l'habillement et de la communication. Pour ces postes, les immigrés consomment entre

0,2 et 2,7% de plus que leur taille dans la population. L'évolution de la consommation est également analysée, afin de mesurer la part de cette évolution qui peut être affecter à la population immigrée. Nous montrons qu'entre 4,5 à 16% de l'évolution de la consommation est attribuable à la population immigrée. Cette hausse de la consommation induite par la population immigrée est plus expliquée par l'augmentation de la taille de cette population que par la hausse de leur niveau de consommation individuelle sauf en 2001.

Dans la suite, nous présentons, dans la section 2, les données et la méthodologie utilisées. Dans la troisième section, nous passons à l'évaluation de la contribution des immigrés à la demande des biens et services finaux. Toujours dans cette section, nous regardons cette contribution pour différentes classes d'âge et niveau de qualification. Nous désagrégeons ensuite cette contribution entre les différents postes de consommation. La quatrième et dernière section regarde l'évolution de la consommation et la part qui est attribuable aux natifs et aux immigrés ; puis explique cette évolution soit par la hausse de la population ou par une modification du niveau de consommation d'une période à l'autre.

2 Données et méthodologie

Ce travail mesure la contribution des immigrés à la demande des biens et services finaux des ménages en France. Nous décrivons dans cette section les données mobilisées et la méthodologie utilisée.

2.1 Données

L'étude se fait au niveau individuel et mobilise trois principaux types de données :

- des données sur la population française, provenant du recensement de la population et des registres d'état civil. Comme la finalité de l'étude est de mesurer la contribution des immigrés à la consommation finale au niveau national, la part des immigrés, ainsi que leur répartition par âge et niveau de qualification dans la population totale est nécessaire ;
- des données micro-économiques, extraites des enquêtes budgets des familles pour les années 1979, 1985, 1989, 1995, 2001, 2006 et 2011, qui nous renseignent sur le niveau de consommation moyen des immigrés et des natifs par âge et niveau de qualification ;
- les données des comptes nationaux qui nous permettent d'avoir les valeurs des consommations finales des ménages et serviront pour le calage entre données issues

des enquêtes et agrégats macroéconomiques.

2.1.1 Données démographiques

Évolution de la population

Nous reprenons ici la définition habituelle d'un immigré. Par immigré, on entend toute personne née à l'étranger et qui ne possédait pas la nationalité française à la naissance. Ainsi, les individus nés à l'étranger et ayant acquis la nationalité française sont inclus dans la définition. Par contre, cette définition n'intègre pas les individus nés à l'étranger et de nationalité française à la naissance (constitués pour l'essentiel par les rapatriés d'Algérie au début des années soixantes). Enfin, les enfants des immigrés nés en France ne répondent pas à la définition (ils n'ont pas franchi de frontière) et ne sont donc pas considérés comme des immigrés.

Le tableau 1 retrace l'évolution de la population française de 1979 à 2011 en utilisant les recensements de la population de 1982, 1990, 1999, 2006 et 2011. Chacun des recensements demande à chaque personne son lieu et pays de naissance ainsi que sa nationalité à la naissance, ce qui permet de clairement identifier la population immigrée. A l'exception des années 2006 et 2011, les dates des recensements de la population ne correspondent pas avec celles de nos enquêtes microéconomiques. Afin de bien travailler sur les mêmes années, nous avons alors complété les données issues des recensements avec les données sur l'état civil de la population française. Notre champs d'étude est celui de la France métropolitaine.

Tableau 1 – Évolution de la population française

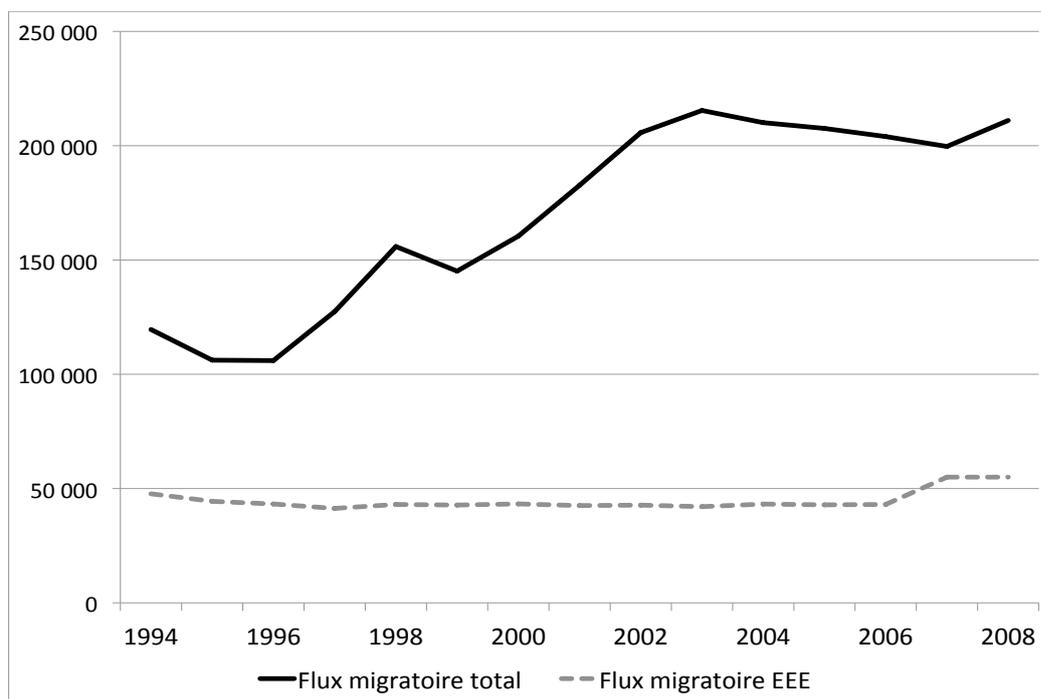
| | 1979 | 1984 | 1989 | 1995 | 2001 | 2006 | 2011 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Population totale | 53 481 | 54 895 | 56 270 | 57 742 | 59 267 | 61 400 | 63 070 |
| Part des immigrés (en % de la population totale) | 7,3% | 7,3% | 7,3% | 7,3% | 7,3% | 8,1% | 8,6% |
| <i>Venant de l'UE27</i> | | | | | 2,8% | 2,8% | 2,8% |
| <i>Hors UE27</i> | | | | | 4,5% | 5,3% | 5,8% |
| Part des 0-20 ans (en % de la population totale) | 32,4% | 31,1% | 29,6% | 27,5% | 26,3% | 26,2% | 25,7% |
| Part des 0-20 ans (en % de la population immigrée) | 14,4% | 13,1% | 11,6% | 9,6% | 8,6% | 8,5% | 8,1% |
| Ratio de dépendance (65+/15-64) - Population totale | 22,0% | 19,7% | 20,8% | 23,0% | 24,8% | 25,4% | 26,1% |
| Ratio de dépendance (65+/15-64) - Population immigrée | 21,6% | 19,2% | 20,6% | 21,9% | 22,3% | 21,4% | 21,7% |

Source : Recensement de la population, calcul de l'auteur

La part de la population immigrée en France est globalement restée constante à 7,3% de la population totale entre 1979 et 2001 (tableau 1). Dans les années 2000, on constate une augmentation sensible du nombre de migrants dans la population totale française, atteignant 8,6% en 2011 (soit 5,5 millions de personnes). Cette augmentation de la part des immigrés est attribuable à une inflexion significative des flux migratoires sur la période récente (Figure 1). Compris entre 105 000 et 120 000 entrées annuelles jusqu'en 1996, le

flux migratoire a connu un accroissement progressif pour atteindre 215 000 nouvelles entrées en 2003 puis se stabiliser ensuite autour de 200 000. Comme l'indique la figure 1, le nombre de migrants en provenance d'un autre État de l'Espace Économique Européen est globalement stable sur toute la période ; et c'est donc bien la progression du nombre de migrants en provenance d'un pays tiers qui est à la base de cette inflexion du flux migratoire et de la progression de la part des migrants hors UE27 dans la population totale (Tableau 1) ¹.

FIGURE 1 – Flux d'immigration en France - 1994-2008



*Le périmètre de l'Espace Economique Européen (EEE) évolue avec les élargissements de 2004 et 2007
Source : Ined

Répartition par âge de la population

Le tableau 1 permet également de faire apparaître quelques éléments sur l'évolution de la structure par âge de la population française. Ainsi, il apparaît clairement que la part des moins de 20 ans est beaucoup plus faible chez les immigrés comparativement au natifs (rappelons ici que les enfants d'immigrés nés en France appartiennent à la population autochtone). Le poids de ce groupe d'âge tend à diminuer beaucoup plus fortement sur la période chez les immigrés par rapport à ce que l'on constate sur l'ensemble de la po-

1. Seuls les recensements à partir de 1999 nous permettent d'effectuer la distinction dans la population immigrée entre ceux en provenance d'un autre État européen et ceux en provenance d'un pays tiers. Les autres recensements n'offrent pas le même niveau de détail concernant le lieu de naissance des individus.

pulation. Enfin, le tableau 1 donne l'évolution du ratio de dépendance, définit ici comme le rapport entre les plus de 65 ans et la population en âge d'activité. Ce ratio offre une mesure synthétique du phénomène de vieillissement démographique caractérisé par une déformation de la structure par âge de la population. Le poids des seniors par rapport à la population active en France a sensiblement augmenté sur la période (+4.1 points de %) alors qu'il est globalement resté constant chez les immigrés du fait du rajeunissement perpétuel de cette population permis par des flux migratoires concernant plutôt des population relativement jeunes².

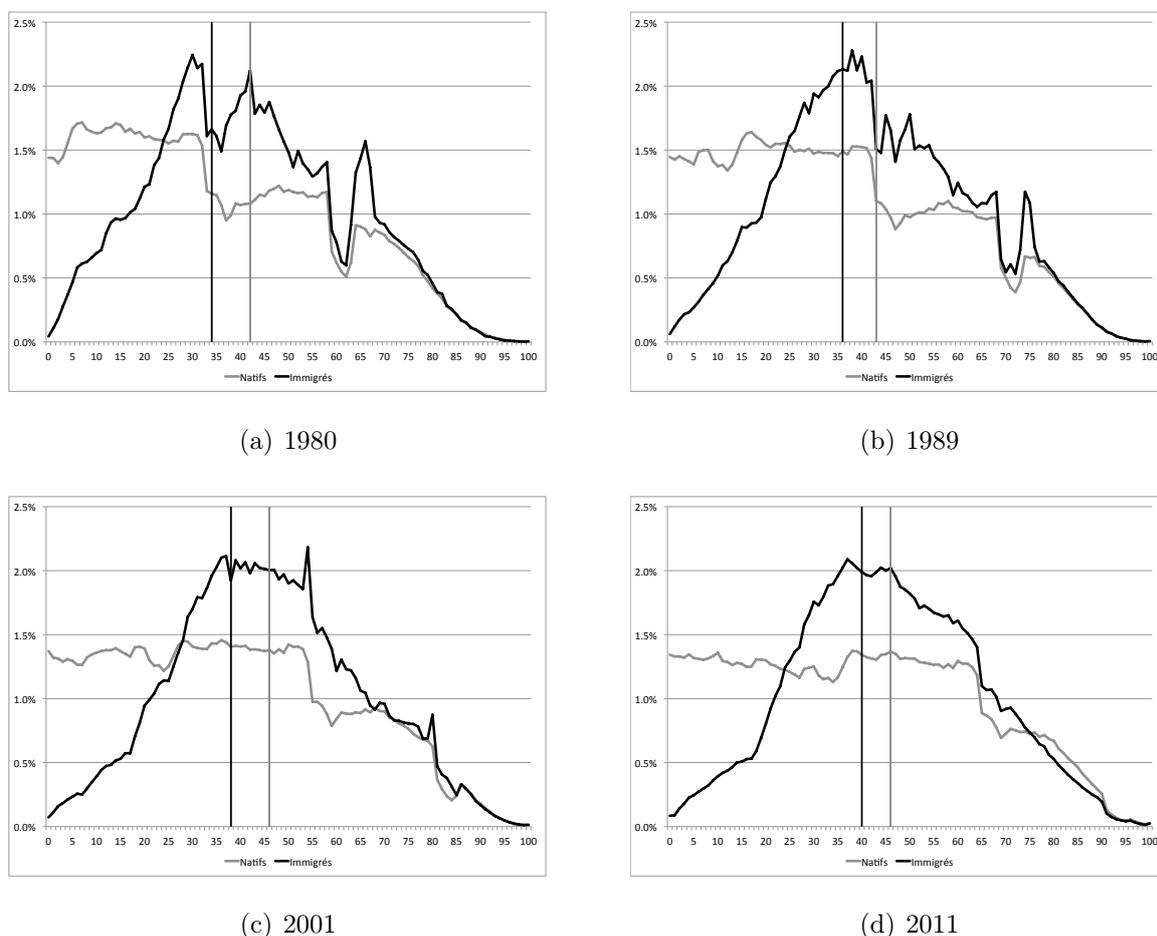
La figure 2 permet de visualiser la répartition par âge de la population française (distinction immigrés/natifs) pour quatre années dans le temps (1980, 1989, 2001 et 2011) ainsi que l'évolution de l'âge moyen pour ces deux sous-population. On remarque que la structure par âge de la population immigrée est clairement différente de celle des autochtones. Comme nous l'avons indiqué précédemment, les jeunes sont sous-représentés, puisque par définition les immigrés ne naissent pas en France et que les enfants ayant accompagné leurs parents sont peu nombreux. On observe à contrario un regroupement des immigrés dans les catégories d'âge actif. En outre, on remarque que récemment, leur pourcentage parmi les plus de 50 ans a sensiblement progressé : tout comme pour les natifs, leur pyramide des âges tend à opérer une translation progressive vers la droite. Par contre, ce phénomène de vieillissement est beaucoup moins prononcé chez les immigrés avec un âge moyen globalement stable à 46 ans lors de la dernière décennie alors qu'il a progressé de 37.8 ans à 39.4 ans pour les natifs.

Répartition par niveau de qualification

Le dernier trait caractéristique des immigrés qu'il nous faut préciser pour mieux comprendre leur impact sur les comptes publics concerne leur niveau de qualification. A l'heure actuelle, les migrants sont globalement moins qualifiés que les autochtones, même si le niveau éducatif des immigrés est en progression nette. Pour le comprendre, considérons trois grands niveaux d'éducation : toutes les personnes ayant un diplôme inférieur au baccalauréat, sont considérée comme étant faiblement qualifiées (LS) ; celles qui ont un niveau d'étude compris entre le baccalauréat et un niveau bac+2 appartiennent aux moyennement qualifiés (MS) et enfin celles qui ont un niveau d'étude supérieur à bac+3 seront considérées hautement qualifiées (HS). La figure 3 donne la répartition pour ces trois niveaux de qualification telle qu'elle ressort de l'exploitation des recensements. Indépendamment de l'origine, on observe une tendance similaire d'amélioration des niveaux de qualification au cours du temps, avec une baisse très forte du poids des faiblement qualifiés qui est

2. Entre 1994 et 2008, plus de 70% des nouveaux migrants sont âgés de moins de 35 ans.

FIGURE 2 – Répartition par âge de la population (en % de la population considérée) et âge moyen



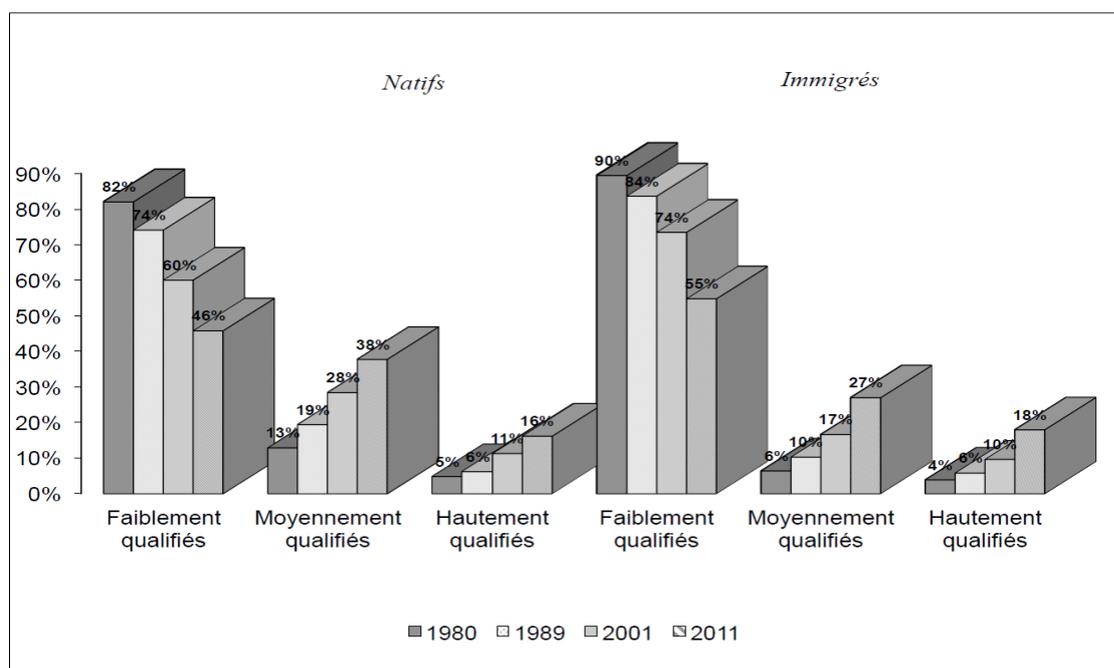
Source : calculs de l'auteur

symétrique à un accroissement du poids des moyennement et hautement qualifiés. Quelle que soit l'année considérée, les faiblement qualifiés restent sensiblement plus nombreux (en proportion) chez les immigrés que chez les natifs. Par exemple, en 2011, cette catégorie représentait 55% de la population immigrée contre 46% chez les natifs. C'est l'inverse qui se produit pour toute la période considérée s'agissant des moyennement qualifiés (27% chez les immigrés contre 38% chez les natifs en 2011). Enfin, le poids de hautement qualifiés est globalement comparable dans nos deux sous-populations sur la période considérée.

2.1.2 Les données micro économiques

Les données proviennent des enquêtes Budget des Familles de l'Insee pour les années 1979, 1985, 1989, 1995, 2001, 2006 et 2011. Le tableau 2 résume la composition de

FIGURE 3 – Répartition par niveau de qualification chez les plus de 25 ans



Source : Recensement de la population, calcul de l'auteur

ces différentes enquêtes en énumérant le nombre total d'individus et la part des natifs et des immigrés dans chacun d'elles. Il prend en compte l'ensemble des individus dont l'information sur le lieu de naissance est disponible.

Tableau 2 – Composition des enquêtes

| | Année | Total des individus | Natifs | % | Immigrés | % |
|-----------------------------|-------|---------------------|--------|-------|----------|------|
| Enquête budget des familles | 1979 | 28 452 | 27 068 | 95,1% | 1 384 | 4,9% |
| Enquête budget des familles | 1985 | 31 987 | 30 052 | 94,0% | 1 935 | 6,0% |
| Enquête budget des familles | 1989 | 23 891 | 22 428 | 93,9% | 1 463 | 6,1% |
| Enquête budget des familles | 1995 | 24 967 | 23 302 | 93,3% | 1 665 | 6,7% |
| Enquête budget des familles | 2001 | 25 802 | 23 730 | 92,0% | 2 072 | 8,0% |
| Enquête budget des familles | 2006 | 25 342 | 22 929 | 90,5% | 2 413 | 9,5% |
| Enquête budget des familles | 2011 | 24 329 | 21 915 | 90,1% | 2 414 | 9,9% |

Source : Enquête budget des familles, calcul de l'auteur

On utilise ces enquêtes pour faire ressortir le niveau de consommation par origine (natif et immigré), par âge et par niveau de qualification. Contrairement à plusieurs études sur la consommation, nous ne tentons pas de rapprocher les données d'enquête à celles de la comptabilité nationale mais le contraire. Puisque nous cherchons à mesurer la part de la demande des immigrés dans la demande totale des biens et services, on se rapprochera plus

de la notion de consommation issue des enquêtes³ qui fait plus référence à une dépense (cf section 2.1.3).

Les niveaux de consommation étant déclarés au niveau du ménage et comme notre analyse porte sur les individus, on individualise en utilisant les échelles d'équivalence⁴. Pour effectuer la répartition entre les différents individus composant le ménage, on utilise les échelles d'équivalences de l'OCDE : un coefficient de 1 est affecté à la personne de référence du ménage ; 0,5 au conjoint et à toutes autres personnes âgées de 14 ans et plus et 0,3 aux personnes ayant moins de 14 ans. Cette répartition nous permet de définir un niveau de consommation pour chaque individu composant le ménage.

La consommation finale des individus est la somme des 11 postes de consommation suivants (la composition de ces postes est détaillée en annexe, Tableau 13) :

- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées : "alimentation" ;
- Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants : "alcool"
- Tissu habillement, articles habillement et chaussures : "habillement" ;
- Logement⁵, eau gaz électricité et autres combustibles : "charges logement" ;
- Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison : "équipement" ;
- Santé : "Santé" ;
- Transports individuels, collectifs et services de transport : "transport" ;
- Communications et services postaux : "communication" ;
- Loisirs, culture et éducation : "loisirs" ;

3. Selon l'Insee, la consommation mesurée par les comptes nationaux est à privilégier pour l'analyse des séries temporelles ou l'analyse économétrique faisant intervenir de nombreuses variables des comptes, qui respectent les contraintes de comparabilité. La dépense saisie par les enquêtes auprès des ménages est plus apte à mettre en évidence les disparités internes aux populations enquêtées (socioprofessionnelles, démographiques ou géographiques), et permet d'introduire des données autres que comptables, plus qualitatives, dans une étude.

4. Hourriez et Olier (1998) définissent les échelles d'équivalence comme un jeu de coefficients associés aux différents types de ménages. Ces coefficients sont principalement fonction du nombre de personnes composant le ménage, mais peuvent aussi dépendre de l'âge de ses membres, de la présence ou non d'un couple, voire d'autres caractéristiques. Utilisés comme déflateur du revenu ou de la consommation d'un ménage, ils permettent de se ramener à des quantités exprimées en équivalent-adulte. Auparavant, l'échelle d'Oxford était le plus utilisé ; elle attribue un poids de 1 au premier adulte, de 0,7 au second adulte, de 0,5 aux enfants de moins de 14 ans et de 0,7 aux enfants de plus de 14 ans. Depuis l'enquête 2005, l'échelle de l'OCDE est utilisée par l'Insee, reprochant à l'échelle d'Oxford d'attribuer davantage d'unités de consommation aux familles que celle de l'OCDE ; et en conséquence, elle conduit à des résultats plus pessimistes sur le niveau de vie des familles.

5. Ce poste ne prend pas en compte les loyers imputés qui sont un loyer fictif imputé aux propriétaires occupants. C'est le loyer qu'ils pourraient tirer de leur logement en le louant. C'est une notion que l'on retrouve dans la compatibilité nationale afin d'équilibrer les comptes et rendre plus comparable les niveaux de vie entre des personnes propriétaires et locataires. Ici, puisque nous nous intéressons à la notion de "dépenses effectuées", cette variable ne sera pas prise en compte.

- Café et restauration : "restauration" ;
- Autres biens et services : "services".

2.1.3 Les données des comptes nationaux

L'évaluation de la contribution des immigrants à la consommation finale nécessite de connaître les agrégats macroéconomiques relatifs à consommation finale et à ses composantes, pour caler nos données au niveau national. On précise à nouveau que les notions de consommation dans les enquêtes et la comptabilité nationale⁶ ne sont pas les mêmes. Pour se rapprocher de la notion de dépenses prise en compte dans les enquêtes, on retranche l'autoconsommation de produits alimentaires, les avantages en nature fournis par les employeurs à leurs salariés ou par l'armée aux militaires, les loyers imputés et les montants des biens et services consommés par les ménages mais financés par les assurances ou les mutuelles. De ce fait, on redéfinit les agrégats de sorte à être conformes avec les postes de dépenses définis dans la partie précédente. Le tableau 3 présente les valeurs des agrégats ainsi que les parts budgétaires des différents postes de consommation. L'analyse des parts budgétaires montre que le transport est en tête des priorités des ménages, suivi de l'alimentation puis des charges. Dans la classification normale, l'alimentation vient en tête suivie, des charges puis du transport, mais notre réaffectation des postes change l'ordre. En effet, l'alimentation est décomposée en 3 sous postes : alimentation , alcool et restauration. Pour les charges, la non prise en compte des loyers imputés explique la baisse du poids de ce poste. Les parts respectives de ces trois postes dans le panier de consommation diminuent légèrement au fil du temps au profit des services et des loisirs. Ces deux derniers postes suivent une évolution croissante dans le temps. La part des dépenses d'habillement dans le budget des ménages baisse au cours des années, de même que les dépenses d'alcool. Les dépenses d'équipement du logement et la restauration sont elles des postes assez stables dans le temps. Enfin la communication et la santé sont deux postes qui occupent de plus en plus une part croissante dans le panier de consommation des ménages.

6. La consommation des ménages évaluée en comptabilité nationale est celle des ménages résidents, qu'elle ait lieu dans ou hors du territoire économique national. Le Système Européen de Comptabilité (SEC) considère comme unités résidentes l'ensemble des ménages qui ont un centre d'intérêt économique dans le pays, même s'ils se rendent à l'étranger pour une courte durée (moins de un an). Les dépenses de consommation finale des ménages comprennent les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins. Les produits correspondants ne sont pas stockés, mais considérés comme consommés au moment de leur achat, même s'ils sont durables (voitures, électroménagers, meubles, etc.). Les dépenses de consommation finale des ménages incluent la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. Elles incluent également les loyers imputés.

Tableau 3 – Données des comptes nationaux

| | 1979 | 1985 | 1989 | 1995 | 2001 | 2006 | 2011 |
|---|---------|---------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|
| en milliers d'euro 2010 | | | | | | | |
| Consommation totale | 548 162 | 589 584 | 667 041 | 700 467 | 816 901 | 899 011 | 938 803 |
| Revenu disponible | 731 807 | 792 903 | 867 723 | 973 731 | 1 127 884 | 1 227 976 | 1 299 176 |
| Alimentation | 91 893 | 102 172 | 112 661 | 120 176 | 127 588 | 135 131 | 142 139 |
| Alcool-tabac | 38 572 | 39 955 | 41 594 | 41 603 | 43 270 | 36 867 | 36 591 |
| Habillement | 41 183 | 42 337 | 43 236 | 40 202 | 43 064 | 47 196 | 44 485 |
| Charge logement | 79 925 | 84 939 | 89 833 | 100 408 | 111 002 | 118 682 | 119 288 |
| Équipement | 38 919 | 38 473 | 43 221 | 42 089 | 46 742 | 54 281 | 56 777 |
| Santé | 9 293 | 14 539 | 19 524 | 25 792 | 31 100 | 38 883 | 46 278 |
| Transport | 97 336 | 104 783 | 127 793 | 123 342 | 143 288 | 147 794 | 147 016 |
| Communication | 2 580 | 4 315 | 5 393 | 7 429 | 17 979 | 27 952 | 35 645 |
| Loisirs | 45 093 | 50 184 | 59 886 | 65 725 | 88 223 | 113 134 | 122 768 |
| Restauration | 38 455 | 40 226 | 44 284 | 44 050 | 52 594 | 55 309 | 55 836 |
| Services | 64 913 | 67 661 | 79 616 | 89 651 | 112 051 | 123 782 | 131 980 |
| en pourcentage de la consommation totale | | | | | | | |
| Alimentation | 16,8% | 17,3% | 16,9% | 17,2% | 15,6% | 15,0% | 15,1% |
| Alcool-tabac | 7,0% | 6,8% | 6,2% | 5,9% | 5,3% | 4,1% | 3,9% |
| Habillement | 7,5% | 7,2% | 6,5% | 5,7% | 5,3% | 5,2% | 4,7% |
| Charge logement | 14,6% | 14,4% | 13,5% | 14,3% | 13,6% | 13,2% | 12,7% |
| Équipement | 7,1% | 6,5% | 6,5% | 6,0% | 5,7% | 6,0% | 6,0% |
| Santé | 1,7% | 2,5% | 2,9% | 3,7% | 3,8% | 4,3% | 4,9% |
| Transport | 17,8% | 17,8% | 19,2% | 17,6% | 17,5% | 16,4% | 15,7% |
| Communication | 0,5% | 0,7% | 0,8% | 1,1% | 2,2% | 3,1% | 3,8% |
| Loisirs | 8,2% | 8,5% | 9,0% | 9,4% | 10,8% | 12,6% | 13,1% |
| Restauration | 7,0% | 6,8% | 6,6% | 6,3% | 6,4% | 6,2% | 5,9% |
| Services | 11,8% | 11,5% | 11,9% | 12,8% | 13,7% | 13,8% | 14,1% |

Source : Insee, calcul de l'auteur

2.2 Méthodologie

La méthodologie utilisée consiste en une analyse purement comptable et statique à un moment donné. On mesure la contribution des immigrés à la demande des biens et services pour 7 points dans le temps. Il s'agit d'une photographie à un moment donné de la part de la demande des immigrés dans la consommation finale des ménages.

On considère la consommation finale des ménages (C) qui est la somme des 11 postes de consommation (E^κ , $\kappa = 1, \dots, 11$) définit ci-dessus :

$$C = \sum_{\kappa=1}^{11} E^\kappa \quad (1)$$

Ces données sont fournies par la comptabilité nationale et sont décrites dans la section 2.1.2.

A l'aide des données d'enquêtes Budget des Familles, on calcule pour chaque poste de dépenses des profils de consommation moyens selon l'âge (en regroupant les indivi-

du par tranche d'âge quinquennal afin d'obtenir des cellules suffisamment fournies), le lieu de naissance (distinction entre natifs et immigrés) et le niveau d'étude (faiblement, moyennement et hautement qualifiés⁷). On obtient ainsi les profils individuels moyens de consommation pour les natifs ($E_{N,s,a}^\kappa$) et les immigrés ($E_{I,s,a}^\kappa$) selon l'âge a et le niveau de qualification s . La dépense agrégée pour un poste de consommation κ s'écrit :

$$E^\kappa = \sum_{s=l,m,h} \sum_{a=0}^D \theta^\kappa E_{N,s,a}^\kappa P_{N,s,a} + \sum_{s=l,m,h} \sum_{a=0}^D \theta^\kappa E_{I,s,a}^\kappa P_{I,s,a} \quad (2)$$

où $P_{N,s,a}$ et $P_{I,s,a}$ désignent la taille de la cohorte a (avec D l'âge limite de la vie), de niveau de qualification s , pour la population des natifs, N , et des immigrés, I . Ces données découlent des recensements de la population et des données d'état civil. θ^κ est notre variable de calibration identique pour les natifs et les immigrés et selon l'âge et le niveau de qualification. En effet, les agrégats reconstitués à partir des profils individuels moyens ($E_{N,s,a}^\kappa$ et $E_{I,s,a}^\kappa$) ne sont pas directement comparables aux données officielles de la comptabilité nationale (E^κ). Nous ajustons alors chaque profil de manière uniforme sur l'agrégat correspondant de la comptabilité nationale en supposant que le vrai profil par âge des paiements nets individuels est simplement proportionnel au profil observé. Le facteur d'ajustement θ^κ est alors obtenu de la manière suivante :

$$\theta^\kappa = \frac{E^\kappa}{\sum_{s=l,m,h} \sum_{a=1}^D E_{N,s,a}^\kappa P_{N,s,a} + \sum_{s=l,m,h} \sum_{a=1}^D E_{I,s,a}^\kappa P_{I,s,a}} \quad (3)$$

L'idée est que l'on part des données micro-économiques que l'on agrège au niveau national, tout en calant avec les grandeurs macroéconomiques. On en tire ainsi la demande qui est attribuable aux natifs C_N

$$C_N = \sum_{\kappa=1}^{11} E_N^\kappa = \sum_{\kappa=1}^{11} \left[\sum_{s=l,m,h} \sum_{a=0}^D \theta^\kappa E_{N,s,a}^\kappa P_{N,s,a} \right] \quad (4)$$

et aux immigrés C_I

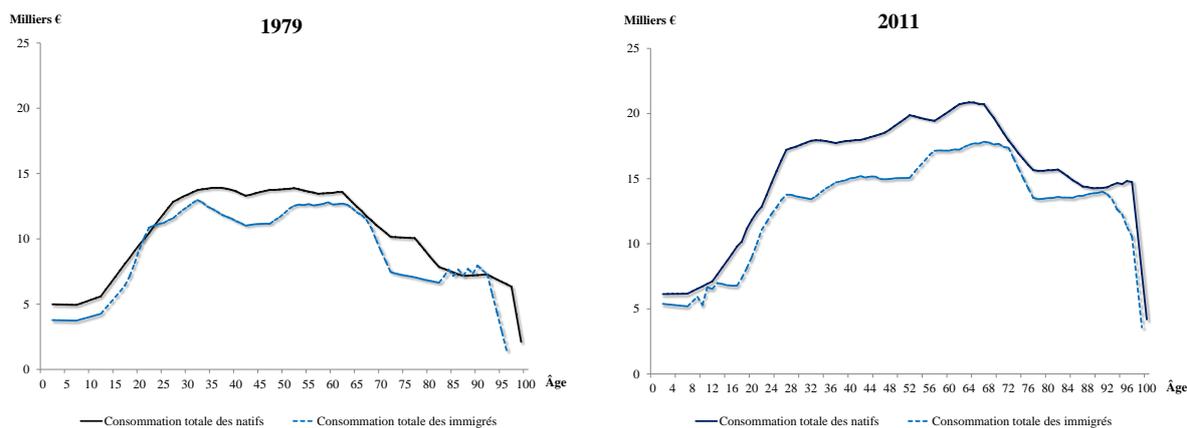
$$C_I = \sum_{\kappa=1}^{11} E_I^\kappa = \sum_{\kappa=1}^{11} \left[\sum_{s=l,m,h} \sum_{a=0}^D \theta^\kappa E_{I,s,a}^\kappa P_{I,s,a} \right] \quad (5)$$

7. Le niveau de qualification est définie comme le niveau de diplôme le plus élevé obtenu par l'individu : les personnes ayant un niveau inférieur au Bac sont considérées comme faiblement qualifiées, entre Bac et Bac plus 2, moyennement qualifiées, et Bac plus 3 et plus sont hautement qualifiées. Ces trois niveaux de qualification sont représentés par $s=l,m,h$; avec l =faiblement qualifiés, m =moyennement qualifiés et h =hautement qualifiés.

Quelques profils de dépenses par âge et origine

Les profils de consommation moyens par âge et origine ainsi obtenus après cet exercice de calage sont représentés dans la figure 4. Il s'agit de la consommation totale moyenne par an d'un natif et d'un immigré à un âge donné. Pour des raisons de clartés on ne présentera que les graphiques de 1979 et 2011. Il apparaît que les profils des dépenses totales des natifs et

FIGURE 4 – Consommation selon l'âge et l'origine en 1979 et 2011 (en milliers d'euros de 2010)



Source : Enquête budget des familles, calcul de l'auteur

des immigrés sont semblables sur la forme. La consommation augmente progressivement en début de vie active pour atteindre son maximum en milieu de vie active, avant de baisser sensiblement lors de l'âge de la retraite. En comparant la courbe des immigrés (courbe en pointillés) à celle des natifs (courbe en trait plein), on trouve qu'en moyenne et à tout âge, la consommation d'un immigré est sensiblement inférieure à celle d'un natif. Par exemple en 1979, en moyenne un immigré de 35 ans a un niveau de consommation égal à 12 313 euros par an contre 13 908 euros pour un natif du même âge. Trente deux ans après, en 2011, l'écart est toujours maintenu voir même augmenté (14 239 euros contre 17 887 euros). Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces différences dans les niveaux de consommation entre les natifs et les immigrés. Ces derniers ont en moyenne des niveaux de revenu plus faibles, ils envoient également une partie de leur revenu à leur pays d'origine (sous forme de transferts de fonds), et ils peuvent également constituer plus d'épargne pour anticiper d'éventuels départs ou retours. Cependant, le niveau de vie des immigrés comme celui des natifs a bien augmenté au cours du temps.

Lorsqu'on désagrège cette consommation entre les différents postes qui la composent (voir en annexe les figures 9, 10, 11), on constate que cette surconsommation des natifs n'est pas vérifiée pour tous les postes. On note des différences assez marquées entre les niveaux de consommation des natifs et ceux des immigrés pour les postes de transport,

services, loisirs, équipement du logement et alcool et tabac. Un immigré consomme en moyenne moins pour ces postes qu'un natif. Cependant pour les autres postes : alimentation, charges logement, habillement, restauration, santé et communication, les niveaux de consommation moyens annuels sont assez comparables entre les natifs et les immigrés.

En somme, cette première partie, nous a permis de décrire la méthodologie et de présenter les données. Il en est ressorti qu'en moyenne un immigré consomme moins qu'un natif et ceci à tout âge donné, mais que ce résultat sur la consommation agrégée cache des disparités par types de dépenses de consommation. Nous allons maintenant passer à la décomposition de la demande intérieure entre celle formulée par les natifs et celle formulée par les immigrés.

3 Évaluation de la contribution des immigrés à la demande des biens et services finaux

Dans cette section, nous mesurons la part de la demande des immigrés dans la consommation finale et leur part dans la demande de chaque type de bien. Nous distinguons ainsi deux sous parties. La première décompose la consommation finale des ménages entre ce qui relève de la demande des natifs et des immigrés. Cette partie fera également état de la contribution à la demande des différents groupes d'âge et niveaux de qualification. La deuxième désagrège la consommation finale entre les onze postes de dépenses pris en compte, pour ainsi voir s'il y a des postes pour lesquels les immigrés ont une contribution plus marquée.

3.1 La consommation agrégée

Dans cette sous section, nous calculons les contributions respectives des natifs et des immigrés dans la demande totale des biens et services finaux en France. Une analyse comparative du niveau de revenu est également effectuée puisque le revenu est le déterminant par essence de la consommation. Au delà, nous allons décomposer cette contribution selon l'âge et le niveau de qualification. La structure par âge des immigrés a une forme assez particulière et différente de celle des natifs ; elle regroupe une population en âge active plus importante. Nous verrons si cette spécificité de la population immigrée contribue à influencer la demande agrégée des immigrés.

3.1.1 La contribution de la demande des immigrés dans la consommation finale

Comme, on l'a vu dans l'introduction, les immigrés contribuent à la demande des biens et services dès leur entrée sur le territoire puisqu'ils doivent satisfaire des nécessités comme se nourrir, s'habiller ou se loger, etc. Calculer cette demande se fait en décomposant de manière comptable la consommation finale entre la demande formulée par les natifs et celle des immigrés (tableau 4). On trouve que la contribution en niveau des immigrés à la demande des biens et services en France est nettement plus faible que celle des natifs (en 1979, par exemple, la consommation finale des ménages en France était de 548 162 milliers d'euros de 2010, les natifs y ont contribué à hauteur de 507 146 milliers d'euros de 2010 et les immigrés à 41 016 milliers d'euros de 2010) ; ce qui est logique et exclusivement lié à un effet de taille, vu que leur poids dans la population française est plus faible (compris entre 7,3% et 8,6% suivant les années).

Tableau 4 – Contribution des immigrés à la demande globale

| | 1979 | 1984 | 1989 | 1995 | 2001 | 2006 | 2011 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Consommation finale (en milliers d'euros 2010) | | | | | | | |
| Totale | 548 162 | 589 584 | 667 041 | 700 467 | 816 901 | 899 011 | 938 803 |
| Natifs | 507 146 | 545 648 | 616 533 | 648 469 | 757 215 | 827 313 | 860 720 |
| Immigrés | 41 016 | 43 936 | 50 508 | 51 998 | 59 686 | 71 698 | 78 083 |
| Immigrés UE | | | | | 24 124 | 26 442 | 28 641 |
| Immigrés Pays Tiers | | | | | 35 562 | 45 256 | 49 442 |
| Part des immigrés dans la population totale | | | | | | | |
| Immigrés | 7,3% | 7,3% | 7,3% | 7,3% | 7,3% | 8,1% | 8,6% |
| Immigrés UE | | | | | 2,8% | 2,8% | 2,8% |
| Immigrés Pays Tiers | | | | | 4,5% | 5,3% | 5,8% |
| Contribution des immigrés (en % de la demande globale) | | | | | | | |
| Immigrés | 7,5% | 7,5% | 7,6% | 7,4% | 7,3% | 8,0% | 8,3% |
| Immigrés UE | | | | | 3,0% | 2,9% | 3,0% |
| Immigrés Pays Tiers | | | | | 4,3% | 5,1% | 5,3% |
| Consommation individuelle (en euros) | | | | | | | |
| Totale | 10 250 | 10 740 | 11 854 | 12 129 | 13 784 | 14 642 | 14 885 |
| Natifs | 10 231 | 10 721 | 11 815 | 12 118 | 13 783 | 14 654 | 14 924 |
| Immigrés | 10 481 | 10 985 | 12 363 | 12 271 | 13 789 | 14 502 | 14 466 |
| Immigrés UE | | | | | 14 732 | 15 487 | 16 441 |
| Immigrés Pays Tiers | | | | | 13 215 | 13 983 | 13 526 |

Source : calcul de l'auteur

Les immigrés consomment proportionnellement à leur poids dans la population... ; alors qu'en moyenne ils consomment moins à chaque âge

La part de la demande des immigrés est très comparable à leur poids dans la population. La troisième partie du tableau 4 montre que les immigrés ont une contribution à la consommation agrégée proportionnelle à leur taille dans la population totale. Pourtant,

comme on l'a vu dans la figure 4, en moyenne un immigré affiche une consommation inférieure à celle d'un natif à tout âge, donc une fois agrégée, la consommation des immigrés devrait être à un niveau inférieur à leur poids dans la population totale. Dans la partie suivante relative à la décomposition par classe d'âge, nous verrons que cela est dû à la structure par âge de la population immigrée qui est sur-représentée dans la classe d'âge active. On note également dans le tableau 4 que la consommation des immigrés est légèrement plus soutenue en début de période (entre 1979 et 1995), où elle était supérieure entre 0,1 et 0,3 point de pourcentage à leur taille. Dans les années 2001 et 2006, on a une stricte équivalence ; et en 2011, la contribution des immigrés est inférieure de 0,3 point de pourcentage à leur poids, ce qui peut s'expliquer par la crise de 2008.

Lorsqu'on regarde les immigrés selon les zones géographiques : venant de l'UE et hors UE, des conclusions similaires s'annoncent. Chaque groupe d'immigrés consomme en moyenne dans des proportions proches de leur poids, avec une légère supériorité pour les immigrés en provenance des pays de l'UE. Par exemple en 2006, les immigrés venant des pays de l'UE représentent 2,8% de la population française et assurent 2,9% de la demande ; ceux venant des pays hors UE sont 5,3% de la population et ont une demande équivalente à 5,1%. La différence des niveaux de revenu entre ces deux groupes d'immigrés peut expliquer ces différences (on le verra par la suite). De plus les immigrés en provenance des pays tiers sont plus susceptibles d'envoyer des fonds dans leur pays d'origine que ceux des pays de l'UE car les niveaux de revenu des pays d'origine ne sont pas les mêmes (voir l'encadré sur les transferts de fonds ci-après).

Au niveau individuel, les différences se réduisent à cause de l'effet taille

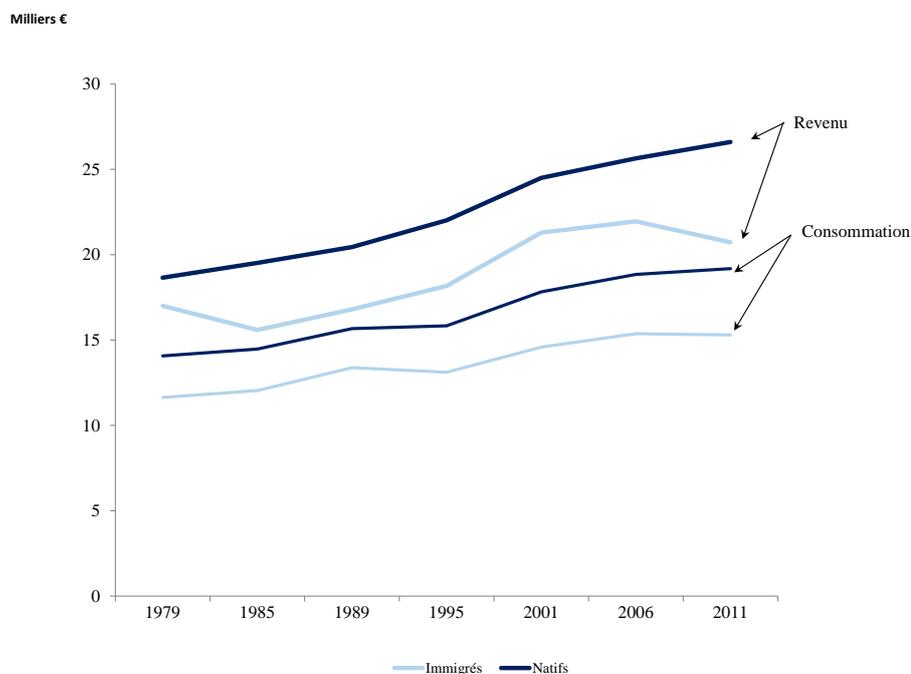
En rapportant la consommation totale au nombre d'individus dans chaque groupe, on obtient la consommation individuelle d'un natif ou d'un immigré en moyenne par an. La consommation individuelle moyenne d'un immigré par an est très comparable et légèrement supérieure à celle d'un natif sauf en 2006. Cette supériorité est attribuable aux différences de taille entre les deux sous populations et à la plus forte présence d'individus en âge jeune (0-16 ans) dans la population native. En effet, lorsqu'on prend en compte uniquement les plus de 17 ans, on trouve qu'en moyenne la consommation individuelle des immigrés est inférieure à celle des natifs (voir tableau 5). Lorsque l'on compare les immigrés selon leur origine géographique, on constate que la consommation moyenne par an d'un immigré en provenance des pays de l'UE est supérieure de près de 1500 euros celle de leurs homologues venant des pays tiers.

Des écarts plus marqués sur les revenus que sur la consommation

Il est difficile de parler de consommation sans regarder la situation du revenu entre ces deux sous populations. Le revenu est et demeure le déterminant par essence de la consom-

mation, il est donc pertinent de comparer les revenus de nos deux sous populations et la consommation qui en découle. La figure 5 compare le revenu et la consommation individuels des natifs et des immigrés âgés de 17 ans et plus en France. Le niveau du revenu

FIGURE 5 – Consommation et revenu individuels selon l’origine (17 ans et plus)



Source : Enquête budget des familles, calcul de l’auteur

individuel des immigrés est inférieur à celui des natifs mais les niveaux de consommation individuelle restent cependant assez comparables entre les deux sous populations. Malgré la faiblesse de leur niveau de revenu comparé aux natifs, il y aurait une volonté de consommer à des niveaux comparables à celle des natifs.

Une propension à consommer plus élevée mais baisse au cours du temps ; et une contribution d’environ 4% du PIB

Comparer les niveaux de consommation totale des natifs et des immigrés est peu intéressante, puisque les poids des deux groupes dans la population totale sont très différents. C’est pour cela qu’en plus de la consommation individuelle, nous fournissons d’autres indicateurs qui complètent cette comparaison.

La propension moyenne à consommer qui est le rapport entre le niveau de consommation et celui du revenu, permet de voir la part du revenu des individus qui est attribuée à

la consommation. Le tableau 5 montre que les immigrés ont généralement une propension moyenne à consommer plus élevée que celle des natifs. Ce qui se justifie puisqu'ils ont un niveau de revenu plus faible. Et comme le stipule la théorie keynésienne, les personnes moins riches ont une propension à consommer plus importante. De plus, ils ont contrairement aux natifs des contraintes additionnelles sur le revenu que sont les transferts de fonds. Les différences entre les propensions à consommer des immigrés de l'UE et hors EU confirment ces thèses. Les immigrés hors UE consacrent, par exemple en 2006, 74% de leur revenu à la consommation ; contre 64% pour les immigrés de l'UE. Ces derniers ont un niveau de revenu plus élevé et ils envoient moins de transferts de fonds que les immigrés des pays tiers. Dans le tableau 5, on visualise également la consommation des immigrés

Tableau 5 – Quelques indicateurs

| | 1979 | 1984 | 1989 | 1995 | 2001 | 2006 | 2011 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| Propension moyenne à consommer | | | | | | | |
| Totale | 0,75 | 0,74 | 0,77 | 0,72 | 0,72 | 0,73 | 0,72 |
| Natifs | 0,75 | 0,74 | 0,77 | 0,72 | 0,73 | 0,73 | 0,72 |
| Immigrés | 0,68 | 0,77 | 0,80 | 0,72 | 0,69 | 0,70 | 0,74 |
| Immigrés UE | | | | | 0,70 | 0,64 | 0,64 |
| Immigrés Pays Tiers | | | | | 0,67 | 0,74 | 0,81 |
| Part de la consommation dans le PIB français | | | | | | | |
| Totale | 49,4% | 48,4% | 47,7% | 45,6% | 45,2% | 45,7% | 46,02% |
| Natifs | 45,7% | 44,7% | 44,1% | 42,2% | 41,9% | 42,0% | 42,2% |
| Immigrés | 3,7% | 3,7% | 3,6% | 3,4% | 3,3% | 3,6% | 3,8% |
| Immigrés UE | | | | | 1,3% | 1,3% | 1,4% |
| Immigrés Pays Tiers | | | | | 2,0% | 2,3% | 2,4% |

Source : calcul de l'auteur

et des natifs en pourcentage du PIB en France. On trouve que la demande des biens et services des immigrés en pourcentage du PIB est assez constante au cours du temps et est comprise entre 3,3% et 3,7% du PIB. Contrairement à celle des natifs qui elle diminue légèrement dans le temps passant de 45,7% en 1979 à 42,2% en 2011 (celle des immigrés est passée de 3,7% en 1979 à 3,8% en 2011). Donc la part de la consommation dans le PIB diminue pour les natifs alors qu'elle est stable chez les immigrés. Le vieillissement de la population native peut expliquer en partie ce résultat puisque la consommation diminue avec l'âge ; or la population immigrée vieillit moins rapidement à cause du renouvellement perpétuelle de cette population grâce à l'arrivée de nouveaux migrants.

3.1.2 Décomposition selon l'âge et le niveau de qualification

On passe maintenant à la décomposition des contributions globales et individuelles suivant l'origine à la demande des biens et services en fonction de l'âge et du niveau de qualification. L'âge est un facteur important affectant la consommation des individus et,

comme on l'a vu, ces structures par âge des deux sous populations sont très différentes. Le niveau de qualification est lui aussi un facteur déterminant de la consommation, d'une part, il est le proxy par essence du revenu et d'autre part, il définit la catégorie sociale, deux déterminants importants de la consommation.

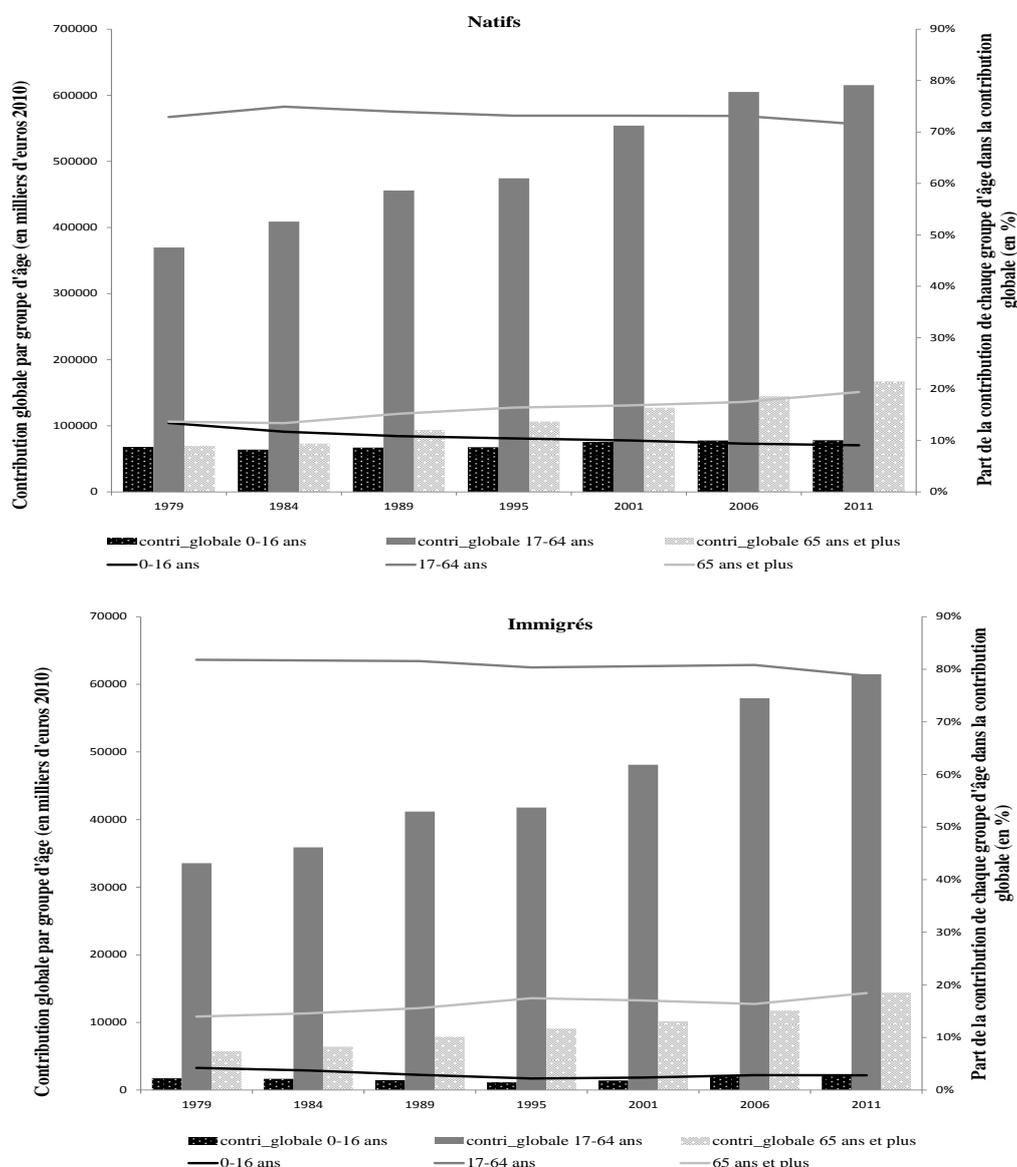
Une structure par âge plus favorable à la consommation

La courbe de la consommation en fonction de l'âge a une forme concave indiquant un niveau de consommation qui augmente progressivement, puis baisse une fois arrivée à l'âge de retraite. Cela se visualise sur la figure 6 qui représente la contribution globale de chaque groupe d'âge ainsi que la part de la contribution de chacun de ces groupes d'âge dans la contribution globale des natifs et immigrés. On distingue les trois grands groupes d'âge suivants : les jeunes (0-16 ans), les actifs (17-64 ans) et les séniors (65 ans et plus). On remarque que la contribution globale des natifs est supérieure à celle des immigrés pour chaque groupe d'âge ; ce qui est logique puisque les immigrés sont moins nombreux. La configuration de la demande est également similaire, les actifs ont la contribution globale la plus importante, suivis des séniors puis des jeunes. Cependant, la différence marquante entre la figure des natifs et celle des immigrés est la part de la contribution des personnes d'âge active : celle ci se situe entre 71-75% pour la population native et entre 78-82% pour la population immigrée. Cela apporte l'explication aux résultats observés dans le tableau 4 : les immigrés ont une contribution agrégée proportionnelle à leur taille dans la population, alors qu'en moyenne ils ont un niveau de consommation inférieur à tout âge à celui des natifs. C'est bien le fait que les immigrés soient sur-représentés dans la classe d'âge des actifs où la consommation est à son niveau maximal, qui contribue à augmenter la consommation des immigrés au niveau agrégé.

On le voit davantage sur la figure 7 qui représente la consommation individuelle des natifs et des immigrés par groupe d'âge et la part que représente chaque groupe d'âge dans les populations respectives. On trouve que la contribution d'un immigré en moyenne est inférieure pour chaque catégorie d'âge à celle d'un natif. Par exemple en 2001, un jeune immigré consomme 5 943 euros par an contre 6 075 euros pour un jeune natif ; pour les actifs, les montants sont respectivement de 14 426 euros et 16 459 euros et pour les séniors on a 13 460 euros pour un immigré et 14 464 euros pour un natif. Cependant, comme les actifs sont plus nombreux dans la population immigrée (entre 73-77% contre 59-62% pour les natifs), une fois agrégée la contribution des immigrés devient plus importante. La baisse de la consommation en 2011 chez les actifs immigrés, qui devient plus faible que celle des séniors montre que la crise a bien plus impacté les immigrés. Pour les natifs même si on observe une baisse, celle-ci n'est pas aussi marquée que celle des immigrés.

Le niveau de consommation augmente avec le niveau de diplôme

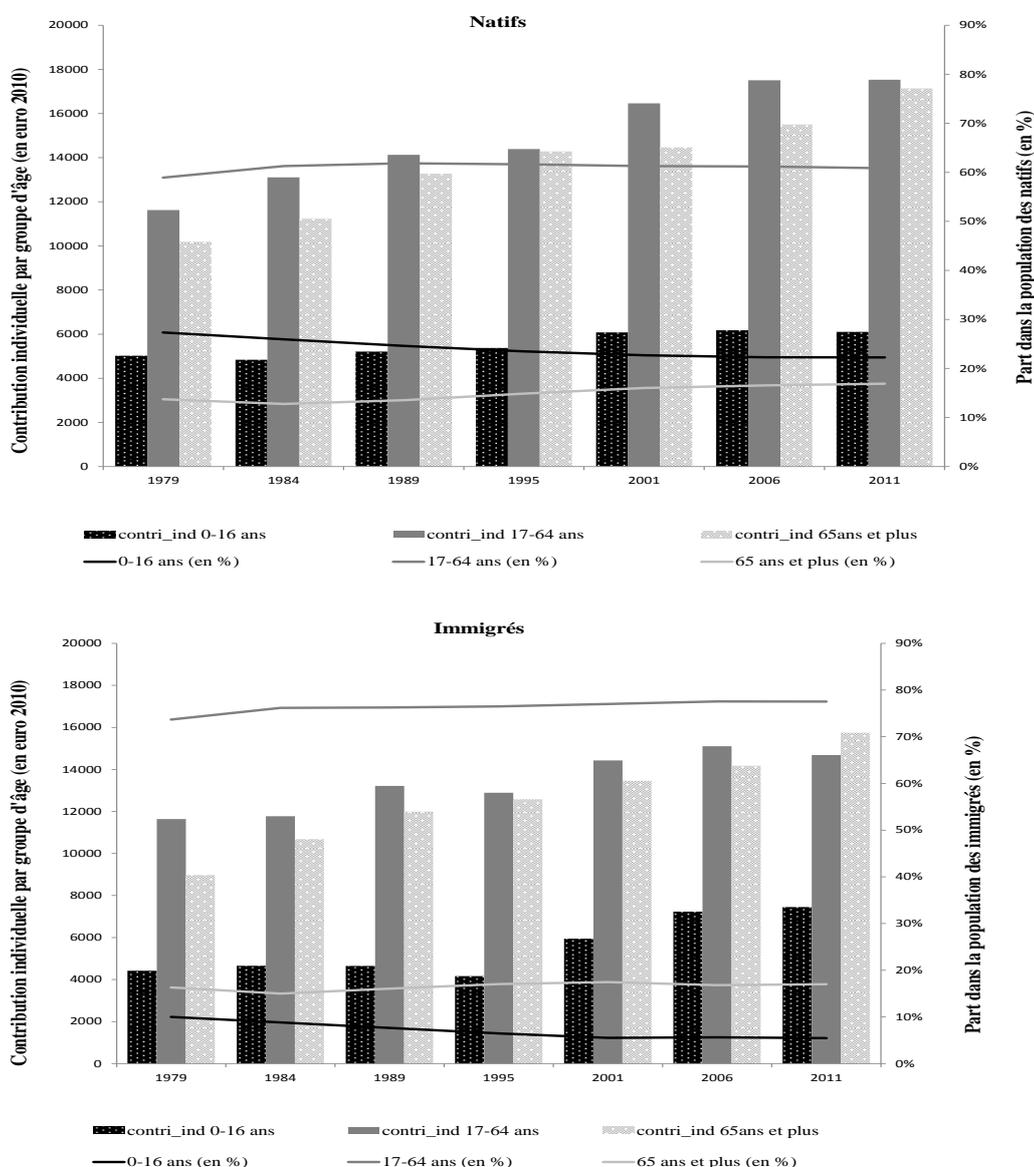
FIGURE 6 – Contribution globale par groupe d'âge et part en pourcentage de la contribution globale



Source : calcul de l'auteur

La figure 8 montre les contributions globale et individuelle à la demande des natifs et des immigrés selon le niveau de diplôme. On distingue les faiblement qualifiés "LS", les moyennement qualifiés "MS" et les hautement qualifiés "HS". La consommation totale des faiblement qualifiés est plus importante en montant que celle des autres groupes d'individus moyennement et hautement qualifiés. Ce résultat provient d'un effet taille, puisque les faiblement qualifiés représentent entre 46 et 82% de la population autochtone et entre 55 et 90% de la population immigrée. Par contre, si on regarde la consommation

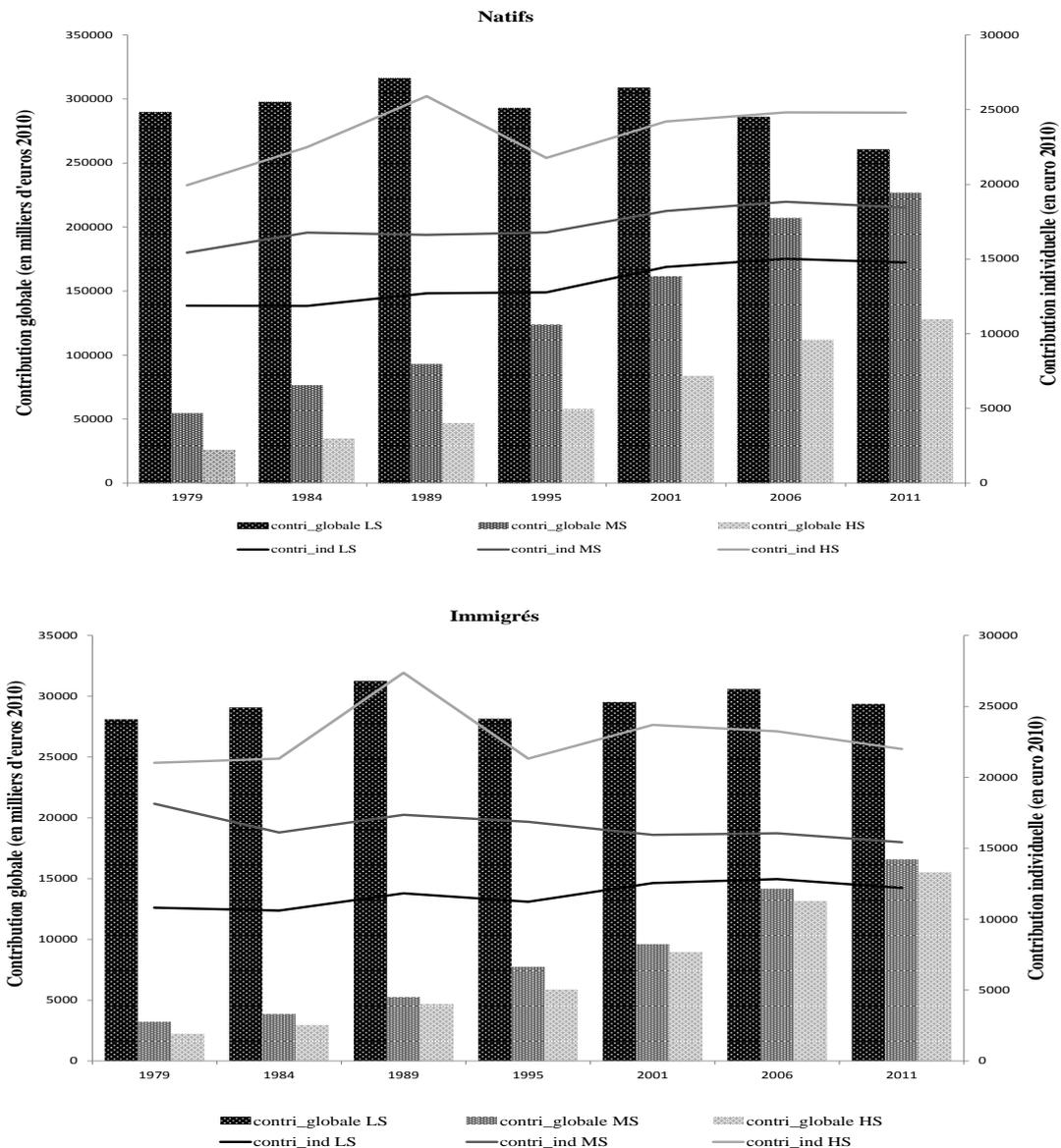
FIGURE 7 – Décomposition de la contribution individuelle à la demande par catégorie d'âge



Source : calcul de l'auteur

individuelle par niveau de qualification, là on voit bien les différences de niveau de vie en fonction du diplôme obtenu. Les hautement qualifiés ont un niveau de consommation plus élevé suivis des moyennement qualifiés et enfin les faiblement qualifiés. Ce que l'on observe aussi sur ce graphique, ce sont les écarts entre les trois groupes d'individus. Si pour la population native, les écarts entre les différents niveaux de qualification sont constants dans le temps, ce n'est pas le cas chez les immigrants, où le niveau de consommation des individus moyennement qualifiés tend à baisser au cours du temps et se rapproche de celui

FIGURE 8 – Contribution globale et individuelle par niveau de qualification



Source : calcul de l'auteur

des faiblement qualifiés. Le niveau de vie des immigrants moyennement qualifiés diminue sur la période alors que celui des autres groupes augmente sensiblement. Ceci pourrait traduire le fait que le diplôme ne garantit pas forcément aux migrants un travail et un revenu à la hauteur du diplôme obtenu. En effet, l'OCDE (2015) montre que les immigrants peu ou pas diplômés ont des taux d'emploi plus élevés que leurs homologues nés dans le pays dans la moitié des pays de l'OCDE et de l'UE ; mais parallèlement, les immigrants diplômés du supérieur rencontrent en moyenne plus de difficultés à s'insérer sur le marché

du travail que leurs homologues nés dans le pays⁸. Ceci pourrait expliquer la baisse du niveau de consommation individuelle des immigrés moyennement qualifiés. L'évolution du niveau de consommation pour les individus hautement qualifiés est assez similaire entre les natifs et les migrants.

En résumé, nous avons montré dans cette sous section que la consommation globale des immigrés est inférieure à celle des natifs, ce qui est purement lié à un effet de taille, puisque les consommations individuelles restent assez comparables. Les différences observées au niveau du revenu ne se retrouvent pas au niveau de la consommation. Les immigrés contribuent proportionnellement à leur poids à la consommation des biens et services en France, ce qui devrait être inférieure comme on l'a vu dans la section 2. Mais la structure par âge des immigrés (plus d'individus âgés entre 17-64 ans) fait que la consommation des immigrés se trouve booster par ces effets d'âge. La qualification des individus est également un bon indicateur du niveau de consommation : les personnes de niveau de qualification élevé ont un niveau de consommation plus important et ceci pour nos deux sous populations. Ces résultats sur la consommation totale ne cachent-ils pas des différences plus marquées lorsque l'on s'intéresse aux différents postes qui la composent ?

3.2 Décomposition de la contribution selon les postes de consommation

L'idée derrière cette sous section est de décomposer la consommation finale des natifs et des immigrés entre les différents postes qui la composent. Ainsi nous pouvons voir s'il y a des spécificités au niveau des dépenses chez les natifs et les immigrés.

3.2.1 Décomposition par poste

Le tableau 6 présente la désagrégation de la demande totale entre les différents postes de dépenses chez les natifs et les immigrés. Pour une lecture plus facile des chiffres, nous présentons dans le tableau 7 les coefficients budgétaires des différents biens et services afin de voir s'il y a des différences dans les poids qu'occupent chacun de ces postes dans

8. En France, le taux d'emploi des hommes immigrés faiblement qualifiés est de 65% contre 60% chez les natifs. Les taux de chômage entre ces deux groupes sont assez proches 12% pour les immigrés et 11% pour les natifs. Cependant, quand le niveau de qualification augmente chez les immigrés on a une dégradation de la situation de ceux-ci par rapport aux natifs : le taux d'emploi des hommes immigrés moyennement qualifiés est de 70% contre 72% chez les natifs et les taux de chômage respectifs 13% contre 6%. Chez les hautement qualifiés, les hommes immigrés ont un taux d'emploi de 72% contre 85% chez les natifs ; 13% d'entre eux sont au chômage contre 4% chez les natifs. Les différences sont encore plus marquées entre les femmes natives et immigrées (voir Bouoiyour (2009), données de 2008).

Tableau 6 – La décomposition de la consommation totale par poste de consommation

| | 1979 | 1984 | 1989 | 1995 | 2001 | 2006 | 2011 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Demande des natifs | 507 146 | 545 648 | 616 533 | 648 469 | 757 215 | 827 313 | 860 720 |
| Dépenses par poste de consommation | | | | | | | |
| Alimentation | 83 875 | 93 607 | 103 614 | 111 140 | 117 850 | 123 972 | 130 356 |
| Alcool-tabac | 35 660 | 36 851 | 38 518 | 38 604 | 40 277 | 34 102 | 34 065 |
| Habillement | 37 760 | 39 126 | 39 978 | 37 118 | 39 728 | 43 287 | 40 507 |
| Charge logement | 72 832 | 77 538 | 80 846 | 90 984 | 101 658 | 107 860 | 107 392 |
| Équipement | 36 491 | 35 768 | 39 949 | 39 204 | 43 619 | 50 234 | 52 566 |
| Santé | 8 631 | 13 449 | 18 177 | 23 895 | 28 842 | 36 015 | 42 296 |
| Transport | 91 484 | 98 375 | 119 364 | 114 262 | 133 670 | 136 456 | 134 949 |
| Communication | 2 405 | 3 938 | 4 902 | 6 770 | 16 389 | 25 334 | 32 281 |
| Loisirs | 41 992 | 46 760 | 55 711 | 61 657 | 82 331 | 104 809 | 113 854 |
| Restauration | 35 682 | 37 198 | 40 650 | 40 994 | 48 768 | 50 767 | 51 010 |
| Services | 60 913 | 63 380 | 74 785 | 84 046 | 104 623 | 114 923 | 121 814 |
| Demande des immigrés | 41 016 | 43 936 | 50 508 | 51 998 | 59 686 | 71 698 | 78 083 |
| Dépenses par poste de consommation | | | | | | | |
| Alimentation | 8 018 | 8 565 | 9 047 | 9 036 | 9 738 | 11 159 | 11 783 |
| Alcool-tabac | 2 912 | 3 104 | 3 076 | 2 999 | 2 993 | 2 765 | 2 526 |
| Habillement | 3 423 | 3 211 | 3 258 | 3 084 | 3 336 | 3 909 | 3 978 |
| Charge logement | 7 093 | 7 401 | 8 987 | 9 424 | 9 344 | 10 822 | 11 896 |
| Équipement | 2 428 | 2 705 | 3 272 | 2 885 | 3 123 | 4 047 | 4 211 |
| Santé | 662 | 1 090 | 1 347 | 1 897 | 2 258 | 2 868 | 3 982 |
| Transport | 5 852 | 6 408 | 8 429 | 9 080 | 9 618 | 11 338 | 12 067 |
| Communication | 175 | 377 | 491 | 659 | 1 590 | 2 618 | 3 364 |
| Loisirs | 3 101 | 3 424 | 4 175 | 4 068 | 5 892 | 8 325 | 8 914 |
| Restauration | 2 773 | 3 028 | 3 634 | 3 056 | 3 826 | 4 542 | 4 826 |
| Services | 4 000 | 4 281 | 4 831 | 5 605 | 7 428 | 8 859 | 10 166 |

Source : calcul de l'auteur

le panier de consommation des ménages natifs et immigrés.

Des parts budgétaires différentes pour certains postes

Si pour certains postes, les coefficients budgétaires semblent proches pour les natifs et les immigrés (santé, alcool et équipement), certaines différences sont observables pour les autres postes de consommation. Les immigrés présentent des parts budgétaires plus élevées pour l'alimentation et les charges (un pourcentage plus élevé de 0,3 à 4,7 points de pourcentage à celui des natifs). Deux postes caractérisés de biens prioritaires : il semble alors, ce qui est tout à fait logique, que les immigrés attribuent une part plus importante de leur budget à ces dépenses prioritaires, car ayant un plus faible niveau de revenu. Leurs coefficients budgétaires sont sensiblement plus élevés pour les dépenses d'habillement (entre 0,1 et 0,9 % de plus que les natifs) et de communication (entre 0,2 et 0,6%), et pour 4 années sur les 7 pour les dépenses en restauration.

Tableau 7 – Les parts budgétaires

| | 1979 | | 1985 | | 1989 | | 1995 | | 2001 | | 2006 | | 2011 | |
|-----------------|--------|----------|--------|----------|--------|----------|--------|----------|--------|----------|--------|----------|--------|----------|
| | Natifs | Immigrés |
| Alimentation | 16,5% | 19,5% | 17,2% | 19,5% | 16,8% | 17,9% | 17,1% | 17,4% | 15,6% | 16,3% | 15,0% | 15,6% | 15,1% | 15,1% |
| Alcool-tabac | 7,0% | 7,1% | 6,8% | 7,1% | 6,2% | 6,1% | 6,0% | 5,8% | 5,3% | 5,0% | 4,1% | 3,9% | 4,0% | 3,2% |
| Habillement | 7,4% | 8,3% | 7,2% | 7,3% | 6,5% | 6,4% | 5,7% | 5,9% | 5,2% | 5,6% | 5,2% | 5,5% | 4,7% | 5,1% |
| Charge logement | 14,4% | 17,3% | 14,2% | 16,8% | 13,1% | 17,8% | 14,0% | 18,1% | 13,4% | 15,7% | 13,0% | 15,1% | 12,5% | 15,2% |
| Équipement | 7,2% | 5,9% | 6,6% | 6,2% | 6,5% | 6,5% | 6,0% | 5,5% | 5,8% | 5,2% | 6,1% | 5,6% | 6,1% | 5,4% |
| Santé | 1,7% | 1,6% | 2,5% | 2,5% | 2,9% | 2,7% | 3,7% | 3,6% | 3,8% | 3,8% | 4,4% | 4,0% | 4,9% | 5,1% |
| Transport | 18,0% | 14,3% | 18,0% | 14,6% | 19,4% | 16,7% | 17,6% | 17,5% | 17,7% | 16,1% | 16,5% | 15,8% | 15,7% | 15,5% |
| Communication | 0,5% | 0,4% | 0,7% | 0,9% | 0,8% | 1,0% | 1,0% | 1,3% | 2,2% | 2,7% | 3,1% | 3,7% | 3,8% | 4,3% |
| Loisirs | 8,3% | 7,6% | 8,6% | 7,8% | 9,0% | 8,3% | 9,5% | 7,8% | 10,9% | 9,9% | 12,7% | 11,6% | 13,2% | 11,4% |
| Restauration | 7,0% | 6,8% | 6,8% | 6,9% | 6,6% | 7,2% | 6,3% | 5,9% | 6,4% | 6,4% | 6,1% | 6,3% | 5,9% | 6,2% |
| Services | 12,0% | 9,8% | 11,6% | 9,7% | 12,1% | 9,6% | 13,0% | 10,8% | 13,8% | 12,4% | 13,9% | 12,4% | 14,2% | 13,8% |

Source : calcul de l'auteur

En regardant le classement des biens selon leurs poids respectifs dans le panier de consommation, il apparait que les transports viennent en premier, suivi de l'alimentation puis des charges logement, pour la population native. La part budgétaire du transport baisse sensiblement depuis 1995 pour les autochtones, ce qui a fait baisser l'écart entre les coefficients budgétaires pour ce poste entre les natifs et les immigrés (celui-ci était de l'ordre de 4 points de pourcentage avant 1995, dans les années 2000, il n'est plus que de 1%). A côté du transport, un poste marqué par des différences entre les natifs et les immigrés est le poste des services, pour lesquels, les natifs attribuent une part plus importante de leur budget à ces dépenses (entre 1,4 à 3,8% de plus). Des conclusions similaires sont valables pour le poste des loisirs, mais les différences pour ce poste sont moins marquées (entre 0,7 et 1,1 points de pourcentage de plus pour les natifs).

3.2.2 Contribution à la demande plus que proportionnelle à leur poids dans la population dans certains postes de consommation

Le tableau 8 décrit la part des immigrés dans la population totale et celle de leurs demandes pour chaque poste. On montre que les immigrés représentent entre 7,3% et 8,6%

Tableau 8 – Part de la demande des immigrés dans chaque poste

| | 1979 | 1984 | 1989 | 1995 | 2001 | 2006 | 2011 |
|--|------|------|-------|------|------|------|-------|
| <i>Part des immigrés dans la population</i> | | | | | | | |
| | 7,3% | 7,3% | 7,3% | 7,3% | 7,3% | 8,1% | 8,6% |
| <i>Part de la demande des immigrés dans chaque poste</i> | | | | | | | |
| Alimentation | 8,7% | 8,4% | 8,0% | 7,5% | 7,6% | 8,3% | 8,3% |
| Alcool-tabac | 7,5% | 7,8% | 7,4% | 7,2% | 6,9% | 7,5% | 6,9% |
| Habillement | 8,3% | 7,6% | 7,5% | 7,7% | 7,7% | 8,3% | 8,9% |
| Charge logement | 8,9% | 8,7% | 10,0% | 9,4% | 8,4% | 9,1% | 10,0% |
| Équipement | 6,2% | 7,0% | 7,6% | 6,9% | 6,7% | 7,5% | 7,4% |
| Santé | 7,1% | 7,5% | 6,9% | 7,4% | 7,3% | 7,4% | 8,6% |
| Transport | 6,0% | 6,1% | 6,6% | 7,4% | 6,7% | 7,7% | 8,2% |
| Communication | 6,8% | 8,7% | 9,1% | 8,9% | 8,8% | 9,4% | 9,4% |
| Loisirs | 6,9% | 6,8% | 7,0% | 6,2% | 6,7% | 7,4% | 7,3% |
| Restauration | 7,2% | 7,5% | 8,2% | 6,9% | 7,3% | 8,2% | 8,6% |
| Services | 6,2% | 6,3% | 6,1% | 6,3% | 6,6% | 7,2% | 7,7% |

Source : calcul de l'auteur

de la population française et demande entre 6% et 10% selon les produits en question. Donc la part de la demande des immigrés pour certaines catégories de biens dépasse leur poids dans la population française. C'est le cas de l'alimentation, la restauration, les charges du logement, les dépenses d'habillement et la communication : les immigrés dépensent entre 0,2% et 2,7% de plus que leur taille. Une augmentation de la population

immigrée serait synonyme d'une hausse plus que proportionnelle de la demande dans ces secteurs.

Il semble logique que les parts budgétaires des dépenses alimentaires et celles pré-engagées soient plus importantes pour la population immigrée que native ; mais rien ne présage à ce que les immigrés aient des niveaux de dépenses plus importants pour ces postes. Car le niveau de ces dépenses est positivement corrélé au revenu donc en niveau devrait être supérieur pour les ménages plus riches donc les natifs. Pour expliquer ces résultats nous présentons dans le tableau 9, les dépenses moyennes individuelles des 17-64 ans pour ces cinq postes de dépenses.

Tableau 9 – Évolution des dépenses moyennes individuelles en alimentation, habillement, charges et communication chez les actifs

| | | Alimentation | Habillement | Charge logement | Communication | Restauration |
|------|----------|--------------|-------------|-----------------|---------------|--------------|
| 1979 | Natifs | 1825,5 | 877,7 | 1621,6 | 52,4 | 876,6 |
| | Immigrés | 2203,2 | 993,1 | 1915,3 | 48,2 | 861,5 |
| 1985 | Natifs | 2141,7 | 960,4 | 1797,1 | 91,4 | 946,3 |
| | Immigrés | 2192,6 | 901,4 | 1897,3 | 98,6 | 867,4 |
| 1989 | Natifs | 2255,9 | 940,5 | 1808,1 | 108,5 | 980,9 |
| | Immigrés | 2252,3 | 862,4 | 2267,1 | 126,7 | 1018,8 |
| 1995 | Natifs | 2332,2 | 856,5 | 2031,6 | 146,4 | 967,3 |
| | Immigrés | 2106,3 | 794,0 | 2292,3 | 156,6 | 844,7 |
| 2001 | Natifs | 2395,1 | 911,2 | 2144,3 | 371,9 | 1146,1 |
| | Immigrés | 2228,0 | 862,6 | 2190,8 | 399,8 | 1026,9 |
| 2006 | Natifs | 2455,8 | 966,7 | 2221,0 | 553,3 | 1160,9 |
| | Immigrés | 2221,5 | 876,5 | 2266,1 | 578,5 | 1010,1 |
| 2011 | Natifs | 2493,4 | 890,9 | 2123,3 | 676,5 | 1108,9 |
| | Immigrés | 2133,6 | 818,2 | 2238,7 | 662,1 | 986,5 |

Source : calcul de l'auteur

On distingue ainsi deux groupes de biens : alimentation, restauration et habillement pour lesquels les niveaux de consommation individuels sont inférieurs et les charges logement et communication pour lesquels on a le contraire. Donc pour les premiers, le fait que la part de la demande des immigrés soit supérieure à leur taille doit être lié à la structure par âge et pour les seconds, en plus de l'effet de la structure par âge, cela pourrait être lié à des caractéristiques propres au statut d'immigré.

Alimentation et habillement : un effet de la structure par âge en jeu

Se nourrir et s'habiller sont deux actes primordiaux d'où la qualification de biens de première nécessité pour les postes alimentation et habillement. Cependant, ils demeurent des

postes de dépenses positivement corrélés au revenu et doivent donc être plus importants pour les ménages les plus riches. Qu'est-ce qui explique alors le fait que la contribution des immigrés pour ces postes soit élevée ?

Les immigrés représentent entre 7,3 et 8,6% de la population française et assurent entre 7,5 et 8,7% de la demande des produits alimentaires. Ils consomment près de 0,2 à 1,4% de plus par rapport à leur poids en produits alimentaires, en fonction des années. C'est seulement en 2011, que la différence est négative, -0,3%, conséquence de la crise avec la baisse du niveau des revenus et des dépenses. La plus grande part des immigrés dans les dépenses alimentaires s'expliquerait par la structure par âge de la population immigrée qui fait que même si les immigrés ont en moyenne un niveau de dépenses alimentaires plus faible, une fois agrégée, leur demande globale est plus importante. De plus, la diversité des produits consommés par les immigrés peut expliquer une partie du résultat : certains produits venant des pays d'origine des immigrés peut en effet coûter plus cher.

Des commentaires similaires peuvent être avancés pour les dépenses d'habillement. En effet, à l'exception de 1979, les dépenses moyennes individuelles par an d'un immigré en habillement sont sensiblement inférieures à celles des natifs, mais comme ils sont sur-représentés dans la classe d'âge des actifs (plus de 73%), cela contribue à booster les dépenses de cette population en ce poste. Les dépenses en habillement des migrants dépassent entre 0,2 et 1% leur taille dans la population. On peut également supposer que les immigrés ont plus d'attrait à l'achat des produits de mode pour s'affirmer et soigner leur apparence. En effet, selon Goh *et al.* (2017), des ressources financières limitées pour les besoins comme les vêtements imposent une limitation directe à la capacité des immigrés à naviguer dans différents contextes tels que des entretiens d'emploi ou des changements climatiques. De ce fait, les immigrés ont une plus grande préférence pour les dépenses d'habillement.

Charges logement et communication : l'importante du statut d'immigré

Il peut être logique que la part de ces dépenses dites pré-engagées⁹ dans le budget des ménages moins riches soit plus importante. Cependant rien ne présage à ce que les montants des dépenses en ces postes soient plus élevés pour les personnes à revenu modeste, car ces

9. Les dépenses pré-engagées sont l'ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Elles peuvent contenir : les dépenses liées au logement, à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ; les services de télécommunications ; les frais de cantine ; les services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ; les assurances (hors assurance-vie) et les services financiers. Ces dépenses, comme le montre Accardo *et al.* (2009) sur des données de 2003, sont plus faibles pour les ménages les plus modestes 3300 euros pour le premier quintile de revenu et 10300 euros pour le cinquième quintile ; cependant la part de ces dépenses en pourcentage du revenu disponible est plus élevée : 33 et 21% respectivement pour le premier et le cinquième quintile de revenu.

dépenses augmentent avec le revenu. Mais on observe que les immigrés ont en moyenne des dépenses plus élevées en charges logement et en communication.

Les immigrés ont un niveau de dépenses supérieur pour le poste "charges du logement" : en moyenne, un immigré âgé entre 17 et 64 ans dépense sur toute la période plus qu'un natif. Ils consomment entre 1,1 et 2,7% de plus que leur poids en charges logement. Plus encore, pour ce poste les effets de la structure par âge sont moins en jeu puisque ces dépenses ne sont pas à leur niveau maximum lors des âges actifs (voir figure 9 en annexe). Elles sont même légèrement plus importantes pour les personnes âgées, puisque ces dernières adoptent progressivement une vie plus casanière, ainsi leurs dépenses liées au logement (charges, électricité, eau, gaz) augmentent (Herpin et Michel (2012)). La plus forte consommation des immigrés en loyers, eau gaz électricité et autres combustibles peut s'expliquer alors par le fait qu'ils sont plus souvent locataires et paient donc plus de loyers. Ils ont également une moindre connaissance du marché immobilier et ont donc des logements plus précaires et moins souvent isolés qui nécessitent plus de charges. On peut aller plus loin et mettre en relation l'immigration et la hausse des prix des loyers. L'immigration sera une forme de relance du secteur immobilier puisqu'elle contribue à augmenter la demande de logements. D'une, elle comble le manque de main d'œuvre dans ce domaine et contribue à pousser à la hausse les prix dans le secteur immobilier.

De même pour la communication et les services postaux, à part 1979, les dépenses moyennes d'un immigré sont supérieures à celles d'un natif. Les immigrés dépensent entre 1,3 et 1,8% de plus que leur poids en dépenses de communication. Les dépenses plus importantes des immigrés pour ce poste peuvent s'expliquer, en plus de la structure par âge, par le fait qu'ils aient plus de frais pour les services téléphoniques et de postes, car ils effectuent des appels et des envoies le plus souvent hors de la France.

L'étude des profils de consommation en désagrégant par poste de consommation a mis en évidence quelques spécificités pour les immigrés. Nous allons maintenant étudier l'impact que les immigrés peuvent avoir sur l'évolution de la consommation.

4 Évolution de la consommation des natifs et des immigrés

Dans cette section, il s'agit d'étudier l'évolution de la consommation des natifs et des immigrés et de voir dans quelle proportion les immigrés affectent cette évolution. Mazzolari et Neumark (2009) stipulent que la proportion de biens et de services consommés par les immigrés pourrait être trop faible pour affecter la courbe de la demande pour les

biens échangés sur le marché national comme international. Pour tester cette hypothèse, nous allons examiner l'évolution de la consommation afin de vérifier dans quelle mesure l'immigration a pu influencer cette évolution. En d'autres termes, on regarde d'une année à l'autre comment évolue la consommation, puis on décompose cette évolution entre ce qui est imputable à la population autochtone et la population immigrée. Au delà, on propose également dans cette section une désagrégation de cette évolution entre ce qui relève de l'augmentation de la population et de celle du niveau de consommation individuel.

4.1 Contribution de l'immigration à l'évolution de la demande

Le tableau 10 visualise l'évolution de la consommation et regarde la part qui est attribuable aux natifs et aux immigrés. Les pourcentages reportés dans ce qui suit correspondent donc aux parts respectives des natifs et des immigrés dans l'évolution de la consommation observée. Une valeur négative du pourcentage¹⁰ montre que les dépenses consacrées au poste en question ont diminué entre deux années ; de ce fait la part de l'autre est forcément supérieure à 100. Les immigrés malgré leur part relativement faible dans la population (entre 7,3% et 8,6% de la population totale) assurent entre 4,5% et 16% de l'évolution de la consommation. Cela signifie que les immigrés ont un poids non négligeable dans l'évolution de la consommation finale des ménages. A titre d'exemple, la hausse de la consommation entre 1979 et 1985 est expliquée à 93% par la population autochtone et à 7% par les immigrés et entre 2006 et 2011, 84% de l'augmentation de la consommation est attribuable à la population native et 16% à la population immigrée. En 1995 et en 2001, le poids des migrants s'est fait moins sentir probablement à cause de la crise des années 90 et à la montée du chômage de masse qui a beaucoup plus touché la population immigrée.

Une analyse en parallèle des tableaux 4 et 10 montre que la demande agrégée des immigrés est plus importante par rapport à leur taille dans les années antérieures à 2000, cependant leur influence sur l'évolution de la consommation est plus marquée dans les années 2000. Par exemple en 1984, les immigrés représentaient 7,3% de la population, ils assuraient 7,5% de la demande et expliquaient à hauteur de 7% l'évolution de la consom-

10. Dans cette sous partie, il arrive de trouver des pourcentages supérieurs à 100 ou négatifs. Cela est explicable dans la mesure où la consommation à la période t est inférieure à celle à la période $t-1$. Par exemple entre 1989 et 1995, les dépenses alimentaires totales ont augmenté de 7515 euro, celles des natifs ayant augmentées 7525 euros et celles des immigrés ont diminué de 10 euros. Cela fait que 101,7% de l'évolution de la demande des dépenses alimentaires est expliquée par les natifs et les immigrés ont -1,7% qui leur reviennent. De même entre 2006 et 2011, les dépenses d'habillement totales ont diminué de 2711 euros : celles des natifs ont diminué de 2779 euros alors que celles des immigrés ont augmenté de 68 euros. Cela donne -102,5% et 2,5% respectivement pour les natifs et les immigrés.

Tableau 10 – Explication de l'évolution de la consommation

| | | 79-84 | 84-89 | 89-95 | 95-01 | 01-06 | 06-11 |
|---------------------|---------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Consommation totale | Natif | 93,0% | 91,5% | 95,5% | 93,4% | 85,4% | 84,0% |
| | Immigré | 7,0% | 8,5% | 4,5% | 6,6% | 14,6% | 16,0% |
| Alimentation | Natif | 94,7% | 95,4% | 100,1% | 90,5% | 81,2% | 91,1% |
| | Immigré | 5,3% | 4,6% | -0,1% | 9,5% | 18,8% | 8,9% |
| Alcool-tabac | Natif | 86,1% | 101,7% | 953,1% | 100,4% | 96,4% | -13,3% |
| | Immigré | 13,9% | -1,7% | -853,1% | -0,4% | 3,6% | -86,7% |
| Habillement | Natif | 118,4% | 94,8% | 94,3% | 91,2% | 86,1% | -102,5% |
| | Immigré | -18,4% | 5,2% | 5,7% | 8,8% | 13,9% | 2,5% |
| Charge logement | Natif | 93,8% | 67,6% | 95,9% | 100,8% | 80,8% | -77,2% |
| | Immigré | 6,2% | 32,4% | 4,1% | -0,8% | 19,2% | 177,2% |
| Équipement | Natif | -162,1% | 88,1% | -65,8% | 94,9% | 87,7% | 93,4% |
| | Immigré | 62,1% | 11,9% | -34,2% | 5,1% | 12,3% | 6,6% |
| Santé | Natif | 91,8% | 94,9% | 91,2% | 93,2% | 92,2% | 84,9% |
| | Immigré | 8,2% | 5,1% | 8,8% | 6,8% | 7,8% | 15,1% |
| Transport | Natif | 92,5% | 91,2% | 114,6% | 97,3% | 61,8% | -193,8% |
| | Immigré | 7,5% | 8,8% | -14,6% | 2,7% | 38,2% | 93,8% |
| Communication | Natif | 88,4% | 89,4% | 91,8% | 91,2% | 89,7% | 90,3% |
| | Immigré | 11,6% | 10,6% | 8,2% | 8,8% | 10,3% | 9,7% |
| Loisirs | Natif | 93,7% | 92,3% | 101,8% | 91,9% | 90,2% | 93,9% |
| | Immigré | 6,3% | 7,7% | -1,8% | 8,1% | 9,8% | 6,1% |
| Restauration | Natif | 85,6% | 85,1% | -147,2% | 91,0% | 73,6% | 46,2% |
| | Immigré | 14,4% | 14,9% | 247,2% | 9,0% | 26,4% | 53,8% |
| Services | Natif | 89,8% | 95,4% | 92,3% | 91,9% | 87,8% | 84,1% |
| | Immigré | 10,2% | 4,6% | 7,7% | 8,1% | 12,2% | 15,9% |

Source : calcul de l'auteur

mation entre 1979 et 1984. En 2006, ils étaient 8,1% de la population, représentaient 8% de la demande et expliquaient 14,6% de l'évolution de la consommation entre 2001 et 2006. Ces résultats peuvent être expliqués par le changement dans la composition de la population immigrée. Cette dernière est de plus en plus qualifiée et la nature des emplois qu'elle occupe est en nette évolution (voir introduction générale).

Cependant, le poids de l'immigration dans l'évolution de la demande des biens et services en France se fait plus sentir lorsqu'on désagrège par poste de consommation, il apparaît qu'entre 2,7 et 54% de l'évolution des postes de dépenses est attribuée aux immigrés, ce qui n'est pas négligeable. Toutefois cette évolution est très corrélée à la situation

économique du pays. Les secteurs qui semblent moins dépendants de la conjoncture pour la population immigrée sont : la santé, la communication, la restauration et les services. Les dépenses pour ces postes n'ont pas diminué pour la population immigrée. L'année 1995 a été très peu favorable à la consommation des immigrés, les dépenses pour les postes alimentation, alcool, équipement, transport et loisirs ont diminué entre 1989 et 1995. Pour la population native, c'est seulement pour les postes d'équipement et de restauration que l'on observe une baisse de la demande, pour les autres postes, la demande des natifs n'a cessé d'augmenter d'une année sur l'autre. La crise de 2008 semble plus réduire la consommation des natifs, leurs dépenses en habillement, charge logement et transport ont diminué contrairement à celles des immigrés.

4.2 Désagrégation de l'évolution de la contribution de la demande

Dans cette section, on regarde l'évolution de la consommation et on la décompose entre ce qui relève de l'augmentation de la population et ce qui relève de la hausse de la consommation individuelle. Nous désagrégeons ensuite cette évolution entre les différents postes pour savoir lequel a plus ou moins contribué à l'évolution de la consommation.

4.2.1 Effet population

Le tableau 11 montre la part de l'évolution de la consommation imputable à l'augmentation de la taille de la population. En d'autres termes, on regarde l'évolution de la consommation entre 1979 et 1985 par exemple et on identifie quelle part de cette évolution est attribuable à un pur effet taille ; la partie restante est liée à une hausse de la consommation individuelle. Donc un pourcentage supérieur à 100% signifie que l'augmentation de la consommation d'une période à l'autre s'explique par une hausse de la taille de la population et non par une augmentation du niveau de consommation individuelle. Dans ce tableau, on remarque que l'évolution de la consommation s'explique plus par une augmentation de la taille de la population à la fois pour les natifs et les immigrés. De surcroît, pour certaines années (1995 et 2011 pour les natifs et 1989, 1995 et 2011 pour les immigrés), la hausse de la consommation est totalement (pourcentage supérieur à 100) expliquée par une augmentation des populations respectives puisque le niveau de consommation individuelle a baissé. On observe que les pourcentages sont plus élevés pour les immigrés que pour les natifs. Cela signifie que la hausse du niveau de la demande formulée par les immigrés s'explique plus par l'augmentation du nombre d'immigrés que par la hausse du niveau de consommation individuelle. Par exemple en 2006, l'augmentation de la population immigrée passant de 7,3 à 8,1% de la population s'est bien répercuté

Tableau 11 – Part attribuée à la hausse de la population

| | 79-84 | 84-89 | 89-95 | 95-01 | 01-06 | 06-11 |
|---------------------|-------|--------|--------|-------|-------|--------|
| <i>Natifs</i> | | | | | | |
| Consommation totale | 72,3% | 42,7% | 114,9% | 36,1% | 70,1% | 110,1% |
| Alimentation | 9,7% | 5,6% | 15,5% | 5,2% | 9,0% | 16,5% |
| Alcool-tabac | 4,8% | 2,2% | 4,5% | 1,2% | 1,4% | 2,8% |
| Habillement | 5,5% | 3,0% | 6,9% | 2,3% | 3,6% | 4,2% |
| Charge logement | 10,1% | 5,5% | 16,9% | 4,2% | 5,9% | 11,3% |
| Équipement | 5,8% | 3,2% | 7,1% | 2,4% | 5,7% | 9,4% |
| Santé | 1,6% | 1,1% | 4,3% | 1,5% | 4,3% | 6,1% |
| Transport | 13,3% | 8,8% | 19,6% | 6,0% | 11,4% | 16,2% |
| Communication | 0,5% | 0,3% | 1,4% | 0,8% | 1,7% | 2,8% |
| Loisirs | 7,4% | 4,6% | 13,6% | 4,6% | 12,0% | 18,4% |
| Restauration | 6,0% | 3,3% | 9,2% | 2,5% | 4,9% | 6,8% |
| Services | 8,6% | 5,1% | 14,7% | 5,3% | 10,3% | 16,5% |
| <i>Immigrés</i> | | | | | | |
| Consommation totale | 66,2% | 251,5% | 294,6% | 48,3% | 92,1% | 132,7% |
| Alimentation | 9,5% | 35,6% | 33,7% | 5,9% | 12,4% | 18,3% |
| Alcool-tabac | 4,9% | 21,6% | 15,5% | 2,5% | 3,3% | 3,7% |
| Habillement | 4,1% | 15,5% | 15,3% | 3,1% | 5,2% | 6,4% |
| Charge logement | 9,4% | 57,0% | 51,9% | 6,1% | 12,1% | 18,5% |
| Équipement | 4,2% | 21,6% | 19,5% | 3,2% | 5,4% | 7,6% |
| Santé | 1,5% | 1,3% | 10,7% | 2,1% | 3,8% | 7,0% |
| Transport | 10,7% | 46,9% | 49,3% | 6,9% | 14,8% | 21,1% |
| Communication | 0,8% | 1,4% | 3,9% | 1,3% | 3,4% | 5,2% |
| Loisirs | 7,4% | 21,6% | 31,7% | 7,1% | 12,6% | 18,6% |
| Restauration | 6,5% | 15,2% | 28,4% | 4,0% | 7,3% | 8,6% |
| Services | 7,7% | 17,3% | 34,0% | 5,5% | 11,5% | 17,6% |

Source : calcul de l'auteur

sur les résultats, 92% de l'évolution de la consommation entre 2001 et 2006 s'explique par la hausse la population immigrée et seulement 8% par une hausse du niveau de la consommation individuelle. Ceci s'observe pour toutes les années sauf en 2001 où on a l'effet inverse, ce qu'on peut attribuer au passage à l'euro qui a augmenté le pouvoir d'achat des ménages.

On s'est par la suite intéressé à la décomposition de la consommation entre les différents postes de consommation. Les résultats semblent proches entre les natifs et les immigrés sauf pour les années 1989 et 1995 marquées par le chômage de masse (voir en annexe tableau 12), qui a vraisemblablement plus impacté négativement la consommation des immigrés. En décomposant le pourcentage obtenu pour la consommation totale entre les différentes catégories de biens qui la composent, on trouve que le trio transport - alimentation - charges logement occupe la première place. Pour la population immigrée, le transport et les charges arrivent en tête quelle que soit l'année. Le loisir est dans la dernière partie de la période d'étude apparu en premier et deuxième place. Ce qui témoigne que l'augmentation de la population immigrée lors des années 2000 a été favorable à la

relance des dépenses de loisir. Les dépenses (transport, charges, alimentation, services, loisirs) sont fortement stimulées par l'augmentation de la population aussi parce qu'elles bénéficient moins d'économies d'échelle par rapport aux autres postes de dépenses.

4.2.2 Effets d'une hausse/baisse de la consommation individuelle

Dans cette partie, nous regardons, parallèlement à la hausse de la population, comment les changements dans les habitudes de consommation ont influencé l'évolution de la consommation. Les pourcentages reportés dans le tableau 12 visualisent la part de la hausse de la consommation attribuable à une augmentation/baisse de la consommation individuelle. Un pourcentage positif signifie que le niveau des dépenses des individus a augmenté entre les deux années et le contraire pour un pourcentage négatif. On en déduit

Tableau 12 – La part attribuée à la hausse/baisse de la consommation individuelle

| | 79-84 | 84-89 | 89-95 | 95-01 | 01-06 | 06-11 |
|---------------------|--------|---------|---------|-------|--------|--------|
| <i>Natifs</i> | | | | | | |
| Consommation totale | 27,7% | 57,3% | -14,9% | 63,9% | 29,9% | -10,1% |
| Alimentation | 15,5% | 8,5% | 8,1% | 1,0% | -0,2% | 2,7% |
| Alcool-tabac | -1,7% | 0,2% | -4,2% | 0,3% | -10,2% | -2,9% |
| Habillement | -2,0% | -1,8% | -15,9% | 0,1% | 1,5% | -12,5% |
| Charge logement | 2,2% | -0,8% | 14,9% | 5,7% | 3,0% | -12,7% |
| Équipement | -7,6% | 2,7% | -9,4% | 1,7% | 3,7% | -2,4% |
| Santé | 11,0% | 5,5% | 13,6% | 3,0% | 6,0% | 12,7% |
| Transport | 4,6% | 20,8% | -35,5% | 11,9% | -7,4% | -20,7% |
| Communication | 3,4% | 1,0% | 4,4% | 8,1% | 11,1% | 18,0% |
| Loisirs | 5,0% | 8,0% | 5,0% | 14,5% | 20,1% | 8,7% |
| Restauration | -2,1% | 1,5% | -8,1% | 4,6% | -2,0% | -6,1% |
| Services | -2,2% | 10,9% | 14,3% | 13,6% | 4,4% | 4,1% |
| <i>Immigrés</i> | | | | | | |
| Consommation totale | 33,8% | -151,5% | -194,6% | 51,7% | 7,9% | -32,7% |
| Alimentation | 9,2% | -28,3% | -34,4% | 3,3% | -0,6% | -8,6% |
| Alcool-tabac | 1,7% | -22,0% | -20,7% | -2,6% | -5,2% | -7,5% |
| Habillement | -11,4% | -14,8% | -27,0% | 0,1% | -0,4% | -5,3% |
| Charge logement | 1,1% | -32,9% | -22,6% | -7,2% | 0,2% | -1,7% |
| Équipement | 5,3% | -13,0% | -45,5% | -0,2% | 2,3% | -5,0% |
| Santé | 13,2% | 2,6% | 26,2% | 2,6% | 1,3% | 10,5% |
| Transport | 8,3% | -16,1% | -5,7% | 0,1% | -0,5% | -9,7% |
| Communication | 6,1% | 0,3% | 7,3% | 10,9% | 5,1% | 6,5% |
| Loisirs | 3,7% | -10,2% | -38,9% | 16,6% | 7,7% | -9,4% |
| Restauration | 2,3% | -5,9% | -67,2% | 6,0% | -1,4% | -4,2% |
| Services | 1,9% | -9,0% | 17,9% | 18,2% | 0,5% | 2,9% |

Source : calcul de l'auteur

que le niveau de consommation des natifs a diminué entre 1989 et 1995 (-15%) et entre 2006 et 2011 (-10%); et celui des immigrés a fortement reculé en 1989 et 1995 (-151% et

-195%) et lors de la récente crise de -33%. Donc le chômage de masse s'est fait plus sentir dans un premier temps chez la population immigrée avant de s'étendre à la population autochtone vers le début des années 90. On peut également supposer que la crise des années 80-90 a autant touché les immigrés que les natifs mais ces derniers ont énormément puisé sur leur épargne pour maintenir leur niveau de consommation (voir la figure 13¹¹ en annexe). L'autre constat est que le passage à l'euro a bien relevé le pouvoir d'achat des ménages. Entre 1995 et 2001, 64% et 52% de la hausse de la consommation est due à une augmentation de la consommation individuelle, respectivement pour les natifs et les immigrés. La crise économique et financière de 2008 a, sans surprise, contribué à la baisse du niveau de consommation des natifs comme des immigrés. La récession en 92-93 a-t-elle été plus sévère que celle de 2008 pour la population immigrée ? Pas forcément, c'est plutôt du au fait que la structure par qualification des immigrés s'est nettement améliorée entre ces deux périodes. Durant les années 80-90, la part des immigrés faiblement qualifiés étaient sur représentés ; ils sont plus exposés au chômage et ont des niveaux de revenu et de consommation plus faibles. Alors qu'actuellement même si les immigrés restent toujours plus exposés au chômage, une part importante d'entre eux sont qualifiés (en 1979, seulement 10% des immigrés avaient un niveau Bac et plus ; en 2011, ils sont 45%) et comme on l'a vu dans la figure 8, les niveaux de consommation des qualifiés chez les natifs et immigrés sont assez proches, ce qui amenuise les effets négatifs de la crise .

En regardant au niveau désagrégé, on observe que trois postes pour les natifs (santé, communication et loisirs) et deux postes (santé et communication) pour les immigrés sont indépendants de la situation économique. Les dépenses individuelles pour ces postes n'ont pas diminué au cours des années et cela indépendamment de la conjoncture. Les conditions économiques défavorables des années 80 et 90 se sont bien ressenties sur la consommation des immigrés. La baisse de leurs niveaux de consommation en 1989 et 1995 s'observe pour l'ensemble des postes de consommation à l'exception de la santé et de la communication. Ces baisses vont jusqu'à plus de 20% pour l'alimentation, l'alcool, l'habillement, les charges, l'équipement, les loisirs et la restauration. Pour les natifs, la baisse du niveau de consommation en 1995 par rapport à 1989 s'explique principalement par les baisses enregistrées au niveau des dépenses de transport (-35%). En effet, la société de consommation dans les années 80 caractérisée par la diminution de la part des dépenses alimentaires au profit des dépenses consacrées au transport (essor de l'automobile) et à l'habitat (avec les progrès du confort, la multiplication des appareils électroménagers et des résidences

11. En France, on note une importante chute du taux d'épargne des ménages dans les années 80 : celui-ci est passé de près de 20% en 1980 à 12% en 1987, avant de se stabiliser autour de 15% depuis le milieu des années 90.

secondaires) prend progressivement fin ; on assiste également à un fort relèvement de la TIPP (taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers) en 1993. Leurs dépenses dans les postes suivants ont également reculé : habillement (-16%), équipement du logement (-9%) et restauration (-8%). En 2001, on observe un accroissement du niveau de consommation grâce à l'euro plus fort : les dépenses de transport ont repris et on assiste à un fort accroissement des dépenses de loisirs, services et communication surtout pour les immigrés. La crise de 2008 a entraîné une diminution des dépenses individuelles pour tous les postes sauf pour l'alimentation, la santé, la communication et les services pour les natifs et les trois derniers pour les immigrés.

En résumé, contrairement aux hypothèses de Mazzolari et Neumark (2009), la consommation des immigrés en France est suffisamment importante pour influencer l'évolution de la consommation. Ils expliquent entre 4,5% et 16% des variations constatées de la demande. Cependant leur consommation est très sensiblement affectée par les conditions économiques : les récessions de 92-93 et 2008 ont fortement contribué à la baisse de la consommation individuelle des immigrés.

5 Conclusion

La demande des biens et services d'un pays est une composante importante de sa demande globale et de son PIB. Parmi les facteurs qui peuvent contribuer à la hausse de la demande, on peut citer l'immigration. Cette dernière, en augmentant la taille de la population, contribue à la hausse de la demande adressée aux entreprises. Dès lors, il s'avère intéressant d'étudier plus en détail la contribution de l'immigration à la consommation finale.

Dans cet article, on mesure la contribution de l'immigration à la demande des biens et services en France, en utilisant les données des enquêtes Budget des Familles de 1979 à 2011. Une analyse comptable est menée en partant des données micro-économiques qu'on agrège au niveau national grâce aux données du recensement de la population avant de caler avec les agrégats macroéconomiques. Les résultats montrent que les immigrés ont une contribution globale plus faible que celle des natifs, ce qui est logique et est due à un effet taille (les immigrés représentent seulement entre 7,3 et 8,6% de la population entre 1979 et 2011). On montre également qu'un immigré en moyenne a un niveau de consommation moins élevé que celui d'un natif à tout âge. Cependant, on trouve que la demande des immigrés dans la demande globale est proportionnelle à leur taille dans la population ; ce qui à priori devrait être inférieur puisqu'à tout âge ils ont un niveau de consommation inférieur. Ce résultat s'explique par la structure par âge de la population

immigrée, qui est sur-représentée dans la classe active où la consommation est à son niveau maximal. Les immigrés âgés entre 17 et 64 ans assurent entre 78-82% de la demande des immigrés alors que ce pourcentage se situe entre 71-75% pour leurs homologues natifs. En regardant par niveau de qualification, on trouve que les comportements sont similaires pour les hautement qualifiés ; cependant les immigrés faiblement qualifiés ont un niveau de consommation légèrement inférieur à celui de leurs homologues natifs. Par contre, le niveau de consommation des immigrés moyennement qualifiés tend à baisser dans le temps. La consommation des immigrés en France est non négligeable et s'établit à près de 4% du PIB : ce pourcentage est resté assez constante dans le temps alors qu'il a baissé de 3 points de pourcentage pour les natifs. En désagrégant par poste de consommation, on trouve que les immigrés peuvent particulièrement favoriser la hausse de la demande dans les secteurs de l'alimentation, des charges logement, de l'habillement et de la communication. Les immigrés demandent entre 0,2 à 2,7% de plus que leur taille dans la population dans ces secteurs.

On s'est également intéressé à la mesure de l'évolution de la consommation au fil des années et affecté celle-ci entre nos deux sous populations. Il apparait que les immigrés, malgré leur faible poids dans la société, expliquent suivant les périodes, entre 4,5% et 16% de l'évolution de la consommation, pour certains postes, ce pourcentage dépasse même les 30%. Ce travail donne également les raisons qui peuvent être à l'origine de ces évolutions. On montre que l'évolution de la consommation en France est plus expliquée par une augmentation de la taille de la population que par l'augmentation de la consommation individuelle que cela soit chez les natifs comme chez les immigrés. Cependant, les pourcentages sont plus importants pour les immigrés. On trouve également que la crise des années 80-90, marquée par le chômage de masse s'est plus fait ressentir sur la consommation des immigrés, leurs consommations individuelles ont fortement diminué en 1989 et en 1995. Donc l'augmentation de la consommation agrégée durant ces années est intégralement expliquée par l'augmentation de la taille de la population immigrée. Ceci est également observé pour les natifs, mais seulement en 1995, la baisse du taux d'épargne durant les années 80 ayant permis d'assurer des niveaux de consommation malgré la crise. Le passage à l'euro a été favorable à la consommation des individus, les niveaux de consommation individuelle des natifs comme des immigrés ont augmenté entre 1995 et 2001. Enfin, la récente crise de 2008 a contribué à la baisse de la consommation individuelle pour l'ensemble des postes de consommation sauf la santé, la communication et les services.

Références

ACCARDO, J., BELLAMY, V. et CONSALES, G. (2009). Les inégalités entre ménages dans

les comptes nationaux.

- ACOSTA, P. A., LARTEY, E. K. K. et MANDELMAN, F. S. (2009). Remittances and the Dutch disease. *Journal of International Economics*, 79(1):102–116.
- ADAMS, R. H. (2009). The Determinants of International Remittances in Developing Countries. *World Development*, 37(1):93–103.
- BAGHDADI, L. et JANSEN, M. (2010). The Effects of Temporary Immigration on Prices of Non Traded Goods and Services. *Journal of Economic Integration*, 25(4):754–782.
- BARAJAS, A. et CHAMI, R. (2009). Do Workers' Remittances Promote Economic Growth ?
- BODVARSSON, Ö. B. et VAN DEN BERG, H. (2006). Does immigration affect labor demand? Model and test. *Research in Labor Economics*, 24:135–166.
- BODVARSSON, Ö. B., VAN DEN BERG, H. F. et LEWER, J. J. (2008). Measuring immigration's effects on labor demand : A reexamination of the Mariel Boatlift. *Labour Economics*, 15(4):560–574.
- BOUOUIYOUR, J. (2009). Independant network of labor migration and integration experts. *In Migration and the labour market in the European Union (2000-2009) : case of France*, pages 117–125.
- CATRINESCU, N., LEON-LEDESMA, M., PIRACHA, M. et QUILLIN, B. (2009). Remittances, Institutions, and Economic Growth. *World Development*, 37(1):81–92.
- CHAMI, R., FULLENKAMP, C. et JAHJAH, S. (2003). Are immigrant remittance flows a source of capital for development ?
- CORTES, P. (2008). The Effect of Low skilled Immigration on U . S . Prices : Evidence from CPI Data. *Journal of Political Economy*, 116(3):381–422.
- FAYISSA, H. et NSIAH, C. (2010). The impact of remittances on economic growth and developpment in Africa. *The American Economist*, 55(2):92–103.
- FRATTINI, T. (2008). Immigration and Prices in the UK.
- G20 NATIONAL REMITTANCE PLAN (2015). National Remittance Plan 2015. Rapport technique.
- GOH, J., KURSCHNER, S., ESMAIL, T. et ARNEMAN, J. V. (2017). When money speaks : behind asylum seekers ' consumption patterns.

- HAGEN-ZANKER, J. et SIEGEL, M. (2007). The Determinants of Remittances : A Review of the Literature.
- HERCOWITZ, Z. et YASHIV, E. (2002). A Macroeconomic Experiment in Mass Immigration. *Discussion Paper Series- Centre for Economic Policy Research London*, (475).
- HERPIN, N. et MICHEL, C. (2012). Avec le passage à la retraite , le ménage restructure ses dépenses de consommation. Rapport technique, France, portrait social - édition 2012, Insee.
- HOURLIEZ, J. et OLIER, L. (1998). Niveau de vie et taille du ménage : estimations d'une échelle d'équivalence. *Economie et statistique*, 308-310:65–94.
- LACH, S. (2007). Immigration and prices. *Journal of Political Economy*, 115(4):548–587.
- MAZZOLARI, F. et NEUMARK, D. (2009). Immigration and product diversity.
- MIKAELIAN, H. (2015). Migration of population of Armenia : Economic factors. Rapport technique, Caucasus Institute.
- OCDE (2015). *Les indicateurs de l'intégration des immigrants 2015 : trouver ses marques*. OCDE.
- OTTAVIANO, G. I. P. et PERI, G. (2012). Rethinking the effect of immigration on wages. *Journal of the European Economic Association*, 10(1):152–197.
- PRADHAN, G., UPADHYAY, M. et UPADHYAYA, K. (2008). Remittances and economic growth in developing countries. *The European Journal of Development Research*, 20(3): 497–506.
- RAPOPORT, H. et DOCQUIER, F. (2005). The Economics of Migrants ' Remittances. *IZA Discussion Paper No. 1531*, (1531).
- RODRIK, D. (2016). Premature deindustrialization. *Journal of Economic Growth*, 21(1):1–33.
- SAIZ, A. (2007). Immigration and housing rents in American cities. *Journal of Urban Economics*, 61(2):345–371.
- WORLD BANK (2016). Migrants and remittances factbook 2016. Rapport technique.

A La composition des différents poste de consommation

Tableau 13 – La composition des différents poste de consommation

| Poste | Composition |
|---|--|
| Consommation finale des ménages | Somme des 11 postes suivants |
| Produits alimentaires et boissons non alcoolisées | produits alimentaires, viande, poissons et fruits de mer, lait, fromages et œufs, huiles et graisses, fruits, légumes, sucres confitures miel sirop chocolat et confiserie, café, thé, boissons non alcoolisé, eaux minérales, boissons gazeuses sirops et jus, autres dépenses alimentaires |
| Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants | spiritueux, vins, cidres champagne, bières, tabac et produits connexes et stupéfiants |
| Tissu habillement, articles habilement et chaussures | tissus d'habillement, vêtements, chaussures, location et réparation de chaussures, autres dépenses d'habillement |
| Logement, eau gaz électricité et autres combustibles | loyers des locataires, travaux courants d'entretien et de réparation du logement, services d'entretien et petites réparation dans le logement, autres services relatifs au logement (ordures, eau, assainissement, charges), électricité, gaz et autres combustibles |
| Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison | meubles, articles d'ameublement et décoration, tapis et autres revêtements de sol, réparation de ces articles, articles de ménage en textile (literie, linge de maison, autres textiles d'ameublement), appareils électroménagers y compris leur réparation, verreries, vaisselles, ustensiles de cuisines et articles de toilette, ménages ou outillage pour la maison et le jardin, biens et services pour l'entretien courant du logement |
| Santé | produits et appareils thérapeutiques matériels médical, services de consultation externe, services et soins hospitaliers |
| Transports individuels collectifs services de transport | achats de véhicules, frais d'utilisation de véhicules personnels (entretien, essence, garagiste, parking, péage), services de transport et autres dépenses de transport |
| Communications et services postaux | services postaux, achats de téléphones et télécopieurs, services de téléphones, télégraphes et télécopies, internet et recharges téléphoniques |
| Loisirs, culture et éducation | équipements et accessoires (audiovisuels, photographiques et informatiques y compris leur réparation), autres articles et équipement de loisirs (jeux, jouets, équipements loisirs, fleurs, jardins et animaux d'agrément, services sportifs, récréations et culturels, édition presse, papeterie), enseignement et services éducatifs, voyages à forfait et services d'hébergement ; |
| Restauration | repas pris à l'extérieur du domicile : restauration, café, cantines ; |
| Services | services et produits de soins personnels, effets personnels, services de protection sociale, assurances, services financiers, autres dépenses de cérémonie |

B Présentation des profils par âge et origine des différents postes de consommation

FIGURE 9 – Présentation des profils par âge et origine des différents postes de consommation

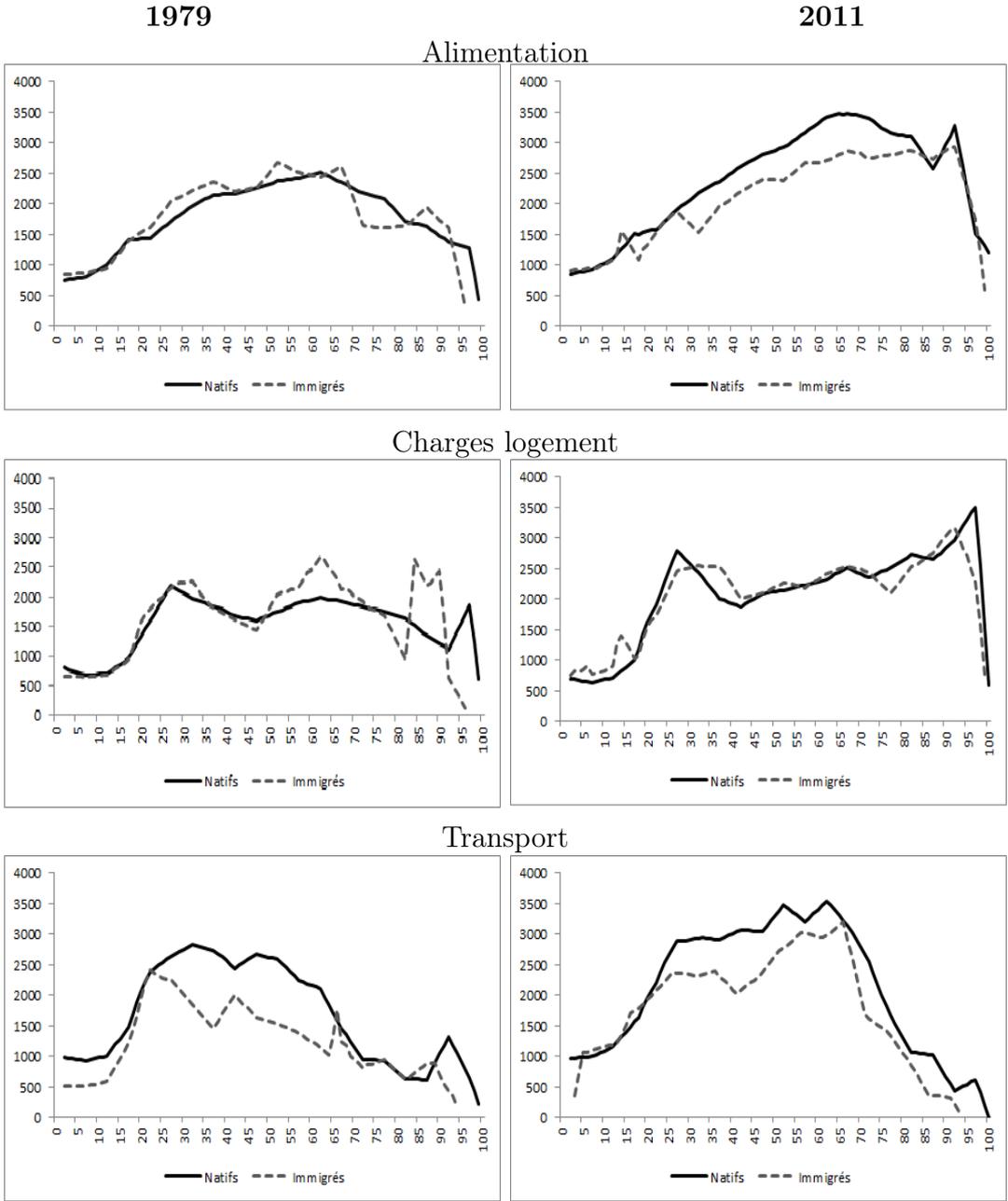


FIGURE 10 – Présentation des profils par âge et origine des différents postes de consommation (suite 1)

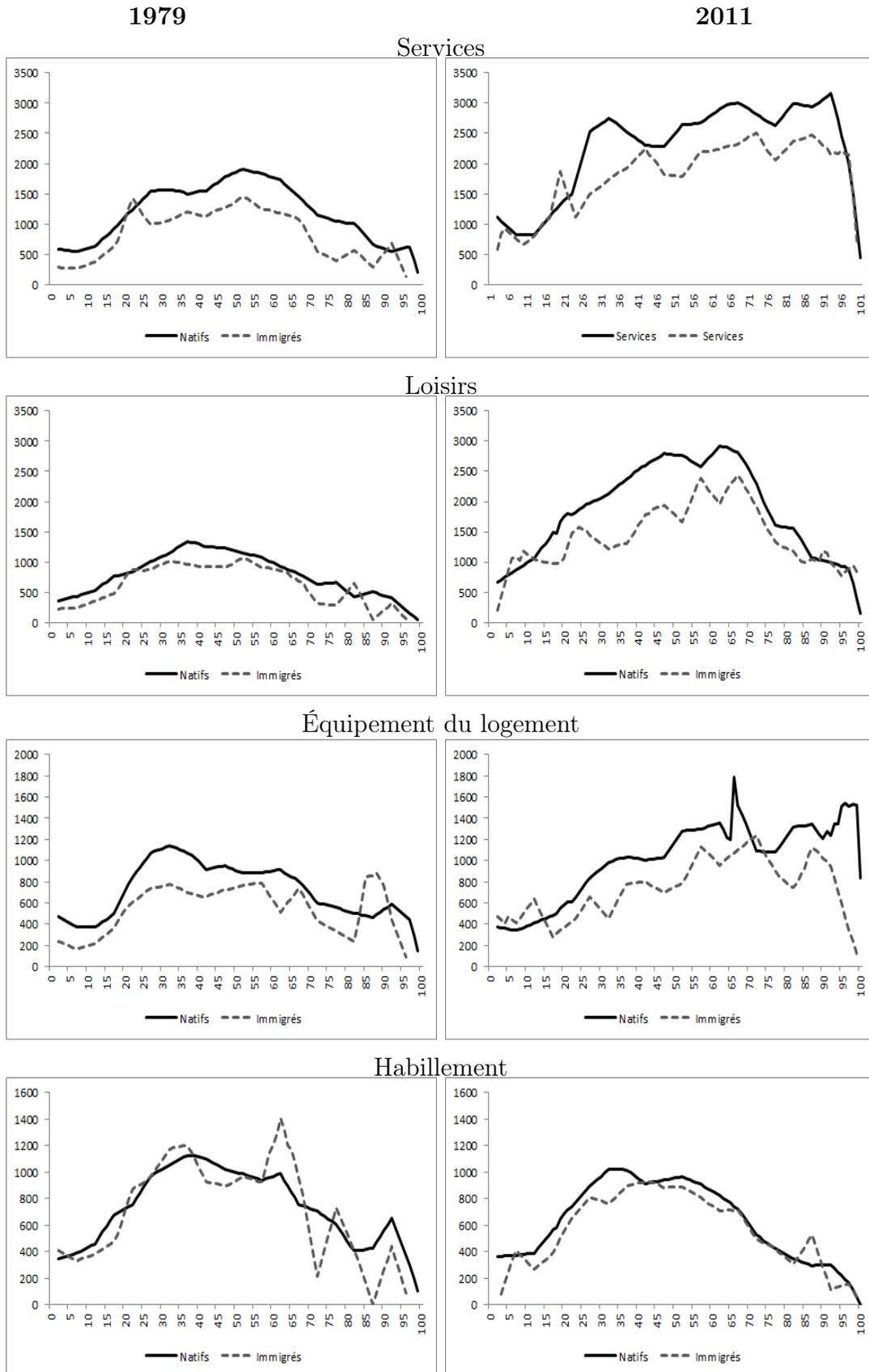
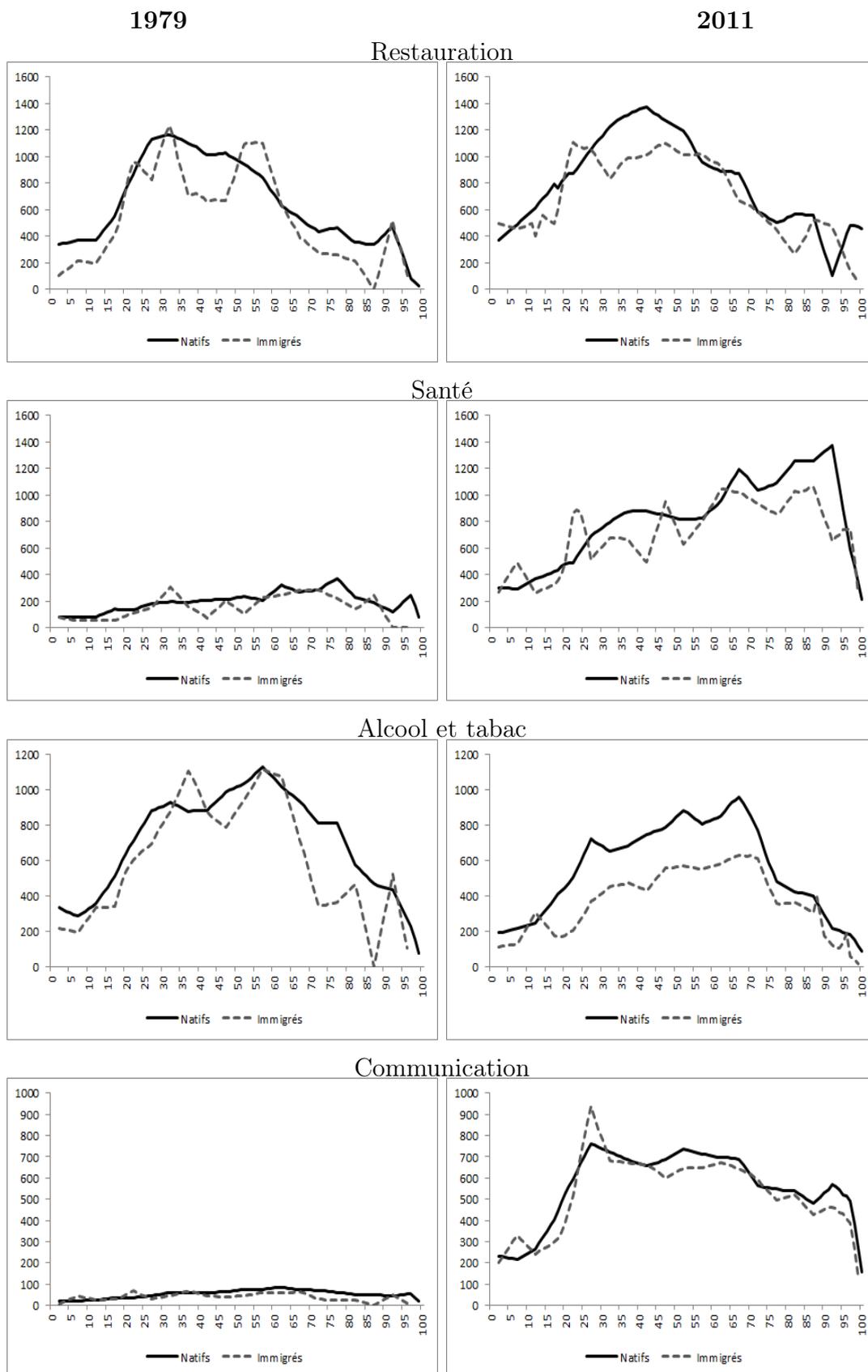


FIGURE 11 – Présentation des profils par âge et origine des différents postes de consommation (suite 2)



Source : Enquête budget des familles, calcul de l'auteur

FIGURE 12 – Chômage de masse dans les années 90

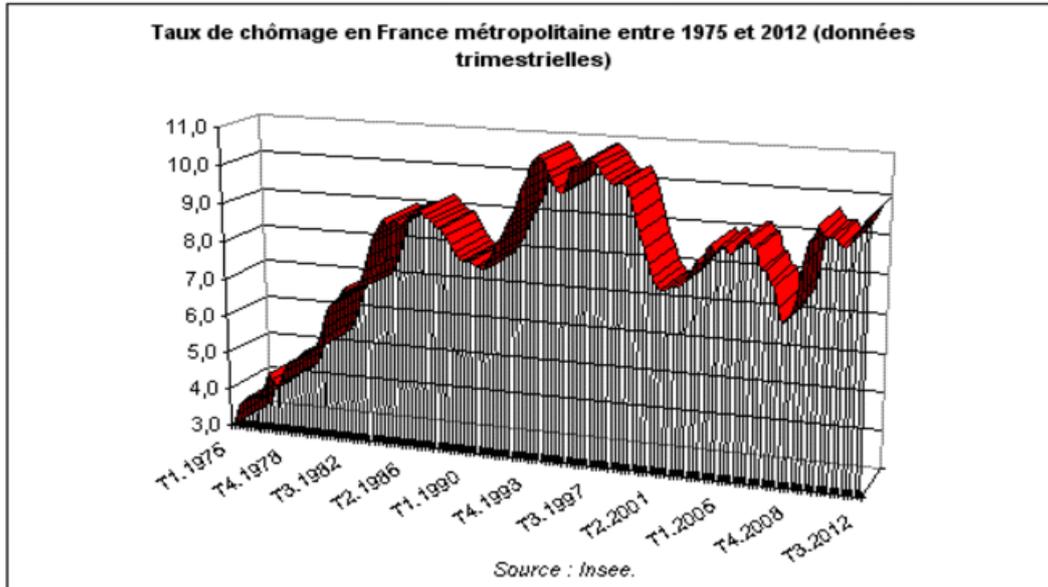


FIGURE 13 – Évolution du taux d'épargne des ménages de 1970 à 2015

